

LE Courrier

DE L'UNESCO

novembre 2021

UN NOUVEAU
CONTRAT SOCIAL POUR
L'ÉDUCATION



ENTRETIENS EXCLUSIFS AVEC:

Audrey Azoulay
Directrice générale de
l'UNESCO

Sahle-Work Zewde
Présidente de la République
démocratique fédérale
d'Éthiopie et Présidente de
la Commission internationale
sur les futurs de l'éducation

Pr Peng Liyuan
Première Dame de la République
populaire de Chine et Envoyée
spéciale de l'UNESCO pour la
promotion de l'éducation des
filles et des femmes

Recevez chaque trimestre
un exemplaire papier
du dernier numéro

1 an (4 numéros) : 27 €

2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun but lucratif,
ce prix couvre uniquement les coûts d'impression.



Abonnez-vous
à la version numérique



100%
GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>



Suivez les dernières
actualités du *Courier*
@unescocourier



Facebook



Twitter



Instagram



Découvrez et partagez

Participez à la réussite du *Courier*
de l'UNESCO en encourageant sa diffusion
et son utilisation selon la politique
de libre accès de l'Organisation.

2021 • Hors-série • Publié depuis 1948

Le *Courier de l'UNESCO* est un trimestriel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il promeut les idéaux de l'Organisation, en diffusant des échanges d'idées sur des thèmes de portée internationale en lien avec son mandat.

Directeur : Matthieu Guével

Rédactrice en chef : Agnès Bardou

Secrétaire de rédaction : Katerina Markelova

Rédactrice : Chen Xiaorong

ÉDITIONS

Anglais : Shiraz Sidhva

Arabe : Fathi Ben Haj Yahia

Chinois : Sun Min / China Translation & Publishing House

Espagnol : Laura Berdejo

Français : Christine Herme, correctrice

Russe : Marina Yartseva

Rédaction numérique :

Mila Ibrahimova et Linda Klaassen

Iconographie : Danica Bijeljic

Coordination traductions et maquettes :

Marie-Thérèse Vidiani

Assistance administrative et éditoriale :

Carolina Rollán Ortega

Production et promotion :

Ian Denison, chef de l'unité
des publications

Eric Frogé, assistant principal
de production

Production numérique :

Denis Pitzalis, architecte Web/développeur

Chargée de communication :

Laetitia Kaci

Traduction :

Françoise Arnaud-Demir et
Jean-Marc Delugeau

Maquette : Ana K. Landi • Diecut is Design

Illustration de la couverture :

© Agnieszka Ziemiszewska

Impression : UNESCO

Stagiaires : Zhu Manqing, Li Yihong
(Chine)

Le *Courier de l'UNESCO* est publié grâce au
soutien de la République populaire de Chine.

Renseignements et droits de reproduction :

courier@unesco.org

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2021

ISSN 2220-2269 • e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence
Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO)
(<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>).
Les utilisateurs du contenu de la présente publication
acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte
de libre accès UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>). La présente licence s'applique
exclusivement aux textes. L'utilisation d'images devra
faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et
la présentation des données qui y figurent n'impliquent
de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant
au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones,
ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières
ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette
publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent
pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO
et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

4

GRAND ANGLE

Un nouveau contrat social pour l'éducation

« Refonder nos relations avec autrui, avec la planète et avec la technologie » 4
Entretien avec Audrey Azoulay

« Nous devons nous engager collectivement à changer de cap » 8
Entretien avec Sahle-Work Zewde

« Ensemble, nous rendrons le monde de demain meilleur grâce à l'éducation » 12
Entretien avec Peng Liyuan

Repenser nos futurs ensemble 16
L'essentiel du nouveau rapport de la Commission sur les futurs de l'éducation

20

DANS LES ARCHIVES DU COURRIER

Former les acteurs du futur 20
Jacques Delors

Apprendre à vivre à l'ère de l'IA 24
Leslie Loble

26

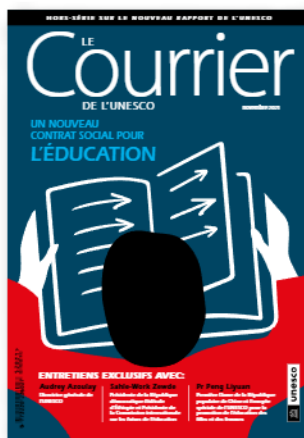
ZOOM

L'analphabétisme, cette autre forme d'esclavage 26
Katerina Markelova

34

DÉCRYPTAGE

Accès universel à l'éducation : peut mieux faire 34
Linda Klaassen



▼ Illustration de la couverture :
© Agnieszka Ziemiszewska



▼ En quatrième de couverture, le rapport de l'UNESCO Repenser nos futurs ensemble, un nouveau contrat social pour l'éducation, 2021.

Édito

Il revient à chaque génération de définir les compétences et connaissances indispensables à transmettre pour relever les défis de son époque. La nôtre ne fait pas exception. Face aux défis planétaires que sont le creusement des inégalités, le changement climatique, la montée en puissance des technologies numériques ou le recul de la gouvernance démocratique, il faut aujourd'hui réinventer l'éducation, « l'arme la plus puissante pour transformer le monde », selon les mots de Nelson Mandela.

C'est à ce travail de réflexion que s'emploie l'UNESCO avec le nouveau rapport mondial *Repenser nos futurs ensemble, un nouveau contrat social pour l'éducation*. Fruit de deux ans de travail de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation, il dessine les contours d'une éducation pour le XXI^e siècle.

Repenser nos futurs ensemble s'inscrit dans la tradition des grands rapports de l'UNESCO qui ont déjà, par le passé, structuré les politiques éducatives à travers le monde. Le rapport Faure en 1972, *Apprendre à être*, puis le rapport Delors en 1996, *L'éducation, un trésor est caché dedans*, sont devenus des références dans la réflexion sur l'apprentissage. Ce troisième document dresse un constat lucide sur les enjeux de l'éducation aujourd'hui.

Face aux mutations rapides de notre environnement, un changement de cap s'impose. Il faut tout à la fois consacrer une place bien plus importante à l'écologie ; doter les élèves d'outils critiques leur permettant de traquer la désinformation, les préjugés et les idées reçues ; renforcer le travail d'équipe ou encore améliorer la professionnalisation des enseignants. Au-delà de ces impératifs, il faut aussi repenser les interdépendances multiples, les liens entre les générations, entre les cultures, notre relation au vivant pour fonder un nouveau contrat social en faveur de l'éducation.

Les propositions formulées dans ce nouveau rapport sont détaillées dans ce numéro spécial du *Courrier*. Elles sont complétées par les réflexions sur l'avenir de l'éducation de la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, de la Première Dame de la République populaire de Chine et Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la promotion de l'éducation des filles et des femmes, Pr. Peng Liyuan, et de la Présidente de l'Éthiopie, Présidente de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation, Sahle-Work Zewde.

Ces contributions réaffirment l'urgence absolue que l'UNESCO accorde à l'éducation depuis sa création, et son ambition sans cesse renouvelée dans ce domaine. Ces approches croisées soulignent, chacune à leur manière, la nécessité d'adapter, pour mieux le préserver, ce bien commun mondial qu'est l'éducation.

Agnès Bardou

Audrey Azoulay : « Refonder nos relations avec autrui, avec la planète et avec la technologie »

Les grands enjeux que sont le changement climatique, la transformation numérique, la polarisation des opinions ou la désinformation obligent à repenser l'enseignement afin de doter les générations à venir des compétences et savoirs nécessaires et jeter les bases d'un nouveau contrat social pour nos sociétés, insiste Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, qui plaide en faveur d'une coopération internationale renforcée dans le domaine de l'éducation.

● **Le rapport sur Repenser nos futurs ensemble, un nouveau contrat social pour l'éducation vient d'être publié. Quelle est sa vocation ?**

Ce n'est pas la première fois qu'un tel rapport est publié par notre Organisation. Comme agence intellectuelle, l'UNESCO s'attache à faire le point, chaque fois que le contexte historique et social le nécessite, en dessinant les enjeux contemporains et à venir de l'éducation, à l'échelle mondiale.

C'est ce qu'ont fait, en 1972 et 1996, les rapports Faure et Delors, qui ont permis à des principes aussi essentiels que « l'éducation tout au long de la vie », « la société du savoir » ou encore la nécessité « d'apprendre à apprendre » de s'imposer. Mais c'est aussi ce qu'a fait Edgar Morin, en 1999, lorsqu'il a défini pour l'UNESCO les *Sept savoirs nécessaires pour l'éducation du futur* dans un ouvrage qui fait depuis référence.

Plus de deux décennies plus tard, il était temps de refaire le point. Le monde a

en effet beaucoup changé, et l'éducation ne doit pas être en retard, mais en avance sur lui. Car dans la course à l'adaptation permanente, l'éducation a parfois perdu sa capacité à donner une direction à l'avenir. Alors que les défis climatique, sanitaire et technologique se croisent, alors que la pandémie de Covid-19 a mis particulièrement en lumière les fractures éducatives, repenser l'éducation est plus nécessaire que jamais. C'est à ce besoin fondamental que doivent répondre Les futurs de l'éducation.

Cette initiative, lancée avant la pandémie mais dont elle tirera les leçons, est une projection sur l'éducation à l'horizon 2050 et au-delà. En somme, puisque l'éducation est notre futur, examiner les futurs de l'éducation nous a paru vital. Et pour cela, l'UNESCO a pu bénéficier du travail de spécialistes, mais aussi de l'expertise de près de 200 chaires UNESCO et des retours, sur le terrain, de plus de 400 de nos écoles associées partout dans le monde. Ce travail a pu aussi bénéficier de l'apport de plus d'un million de personnes, allant

des jeunes et des enseignants à la société civile, des gouvernements aux acteurs économiques. Ce caractère démocratique était indispensable parce que l'éducation de demain fera plus de place à la participation, à l'engagement, à l'apport des élèves comme de toute la communauté éducative.

● **Face à des défis tels que le changement climatique, la polarisation des opinions, ou encore la prolifération des discours de haine, comment l'éducation peut-elle encore forger un avenir collectif ?**

L'éducation doit en effet répondre à ces grands enjeux, et ce n'est pas encore assez le cas. La jeunesse le constate avec beaucoup de lucidité lorsqu'elle s'inquiète de voir que le dérèglement climatique, pourtant critique pour notre avenir, reste loin d'être central dans les programmes scolaires. Et ce constat de la jeunesse, un rapport de l'UNESCO, *Apprendre pour la planète*, l'a confirmé au printemps dernier : un programme scolaire sur cinq par

“
**L'éducation à
 l'environnement
 sera une
 composante
 centrale de
 l'éducation
 du futur**”

© UNESCO / Christelle ALIX



▼ Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO.

exemple dans le monde ne fait pas mention de la biodiversité.

L'éducation à l'environnement sera bien une composante centrale de l'éducation du futur. C'est essentiel pour deux raisons. D'abord, parce que le combat pour le climat sera un combat de long terme, qui implique un véritable bouleversement de nos consciences dans notre rapport au vivant : or quel outil plus efficace que l'éducation pour agir sur le long terme ? Ensuite, parce qu'on protège plus ce que l'on comprend mieux. La compréhension est le préalable de la protection.

Mais comme le rapport de l'UNESCO l'a montré, nous partons de loin. Il faut alors mobiliser la communauté internationale,

stimuler les initiatives, et obtenir aussi des engagements concrets. C'est ce que l'UNESCO a obtenu à la Conférence mondiale de Berlin en mai dernier : 80 gouvernements se sont engagés à renforcer considérablement la place de l'éducation à l'environnement dans leurs programmes scolaires d'ici 2025. Et l'UNESCO les accompagnera dans cette tâche.

En parallèle l'éducation à l'environnement implique un renforcement de l'éducation scientifique – une priorité qui est essentielle non seulement à la lumière des dérèglements climatiques, mais, par ailleurs, à la lumière du bouleversement pandémique que nous avons vécu.

● **Dans le champ de la transformation numérique de nos sociétés, accélérée par la pandémie, quels sont les autres nouveaux savoirs que les jeunes devront acquérir ?**

Je vois plusieurs autres chantiers majeurs. Tout d'abord, notamment du fait des réseaux sociaux, c'est aussi tout notre rapport à l'information, aux médias, et aux données de manière générale, qui a profondément changé. Il faut continuer à développer l'enseignement des compétences numériques, car ce que nous avons gagné en facilité d'accès, nous l'avons perdu en vérification des faits et en professionnalisme de l'information. →

En clair, la prolifération de la désinformation, le surgissement de *fake news* et de *deepfakes* sans cesse plus sophistiqués et qui peuvent influencer directement une élection, par exemple, ont rendu plus nécessaire que jamais le renforcement de l'éducation aux médias et à l'information.

Cette discipline doit former à l'esprit critique, infuser l'esprit du doute et de la rationalité. Il est bien sûr important d'apprendre à coder, mais plus encore d'apprendre à décoder le flot d'informations auquel nous sommes constamment exposés. L'UNESCO s'y attelle. Nous avons par exemple réactualisé notre programme mondial d'éducation aux médias, destiné aux enseignants ; et sans doute n'est-ce pas la dernière de ces réactualisations...

Outre l'éducation aux médias et à l'information, l'éducation contre toutes les formes de racisme et d'antisémitisme doit aussi être davantage développée. C'est une autre des leçons de la pandémie : les réflexes racistes, la tentation des boucs émissaires, tous ces comportements sont encore là qui menacent. Il faut donc apprendre à faire monde commun, apprendre d'où l'on vient pour savoir où l'on va. Par exemple, par l'exploration des origines de l'humanité, chacun peut percevoir nos racines communes et retrouver, à travers l'odyssée de l'espèce, le sens de l'humanité.

Enfin il nous faut aller vers plus de transdisciplinarité. J'ai déjà évoqué les croisements nécessaires entre éducation scientifique et éducation à l'environnement. Mais il faut aussi développer les

ponts entre éducation, culture et patrimoine, à travers l'éducation artistique notamment. De manière générale, face à des sujets complexes qu'aucune discipline seule ne peut épuiser, les disciplines et les enseignants ont beaucoup à gagner à se croiser, et les programmes scolaires devraient inciter davantage encore à ces rencontres.

● **Comme dans la société, le numérique s'invite aujourd'hui de plus en plus à l'école. Est-ce une vraie opportunité ? Comment penser le numérique dans les écoles à l'avenir ?**

Le numérique à l'école ne doit pas être une fin en soi, mais un moyen ; et il faut rester lucide sur ses limites et ses risques. Certes, l'usage des nouvelles technologies, des écrans, de l'intelligence artificielle peut offrir de réelles opportunités, notamment pour personnaliser les apprentissages, pour stimuler la créativité des élèves ou décharger les professeurs des tâches les plus rébarbatives. Mais il ne faut surtout pas y voir un outil magique.

Il faut en effet être conscient des limites que le numérique comporte. J'en perçois deux principales : le risque des inégalités et le risque pédagogique.

D'abord, et c'est je le crois l'une des grandes leçons de la crise du Covid, le numérique creuse toutes les fractures éducatives. On a beaucoup parlé d'enseignement à distance depuis un an et demi, mais ce concept était tout simplement un mirage pour bien des élèves à travers le monde – par exemple en Afrique, 90 % des élèves n'ont pas accès à un ordinateur personnel. Il n'est donc pas étonnant de constater que plus de 500 millions d'élèves, selon nos données, n'ont pas eu le moindre accès à l'enseignement à distance. Dans bien des régions notamment rurales, l'enseignement à distance continuera à signifier enseignement par radio ou télévision interposées.

De plus, sur le plan des pédagogies, aucun écran ne pourra remplacer un enseignant. Car ce que même le meilleur algorithme ne peut apporter, c'est l'apport socio-émotionnel de l'enseignant, son humanité, son empathie, son attention – qualités qui seront d'ailleurs au centre de



L'éducation aux médias et à l'information doit former à l'esprit critique, infuser l'esprit du doute et de la rationalité

la formation des enseignants de demain. Ainsi, entre le numérique et l'enseignant, il ne peut y avoir qu'une relation de complémentarité, qu'il faut mettre en place au cas par cas. Sur ce point, le rapport est très clair : le numérique va transformer l'école et le travail des enseignants, mais il ne peut ni ne doit les remplacer.

● **Au-delà de la question des finalités se pose celle des moyens. Quelle solidarité internationale doit-on forger à l'avenir pour que l'éducation soit considérée comme un bien commun ?**

Il est vrai que les conséquences dévastatrices de la pandémie créent une tentation très nuisible, celle de vouloir rogner sur les dépenses éducatives – elles-mêmes soumises à la concurrence d'autres secteurs. Ce risque est réel puisque, selon un rapport publié conjointement par la Banque mondiale et l'UNESCO en février 2021, deux tiers des pays à revenu faible avaient par exemple à cette date réduit, depuis le début de la pandémie, les budgets publics qu'ils consacrent à l'éducation.

Il faut pourtant rappeler que l'urgence éducative passe par l'engagement budgétaire. Les plans de relance nous donnent une occasion historique de considérer les budgets éducatifs pour ce qu'ils sont : non des dépenses courantes, mais les investissements les plus rentables qui soient pour l'avenir des pays. L'économie de la connaissance, comme son nom l'indique, implique des investissements multiples



Le numérique va transformer l'école et le travail des enseignants, mais il ne peut ni ne doit les remplacer

dans l'éducation. Augmenter les budgets de l'éducation, c'est une question de droits, de valeurs, mais aussi d'intérêts économiques et de compétitivité.

Au-delà des moyens financiers, il nous faut aussi nous doter des moyens institutionnels pour atteindre les objectifs. En ce domaine, la coopération internationale nous apparaît plus nécessaire que jamais : l'éducation est un bien commun mondial, il faut donc agir à cette échelle. Le rapport de la Commission appelle donc à la coopération de tous les acteurs régionaux et mondiaux de l'éducation, et c'est tout le sens de la Coalition mondiale pour l'éducation que nous avons lancée et qui agit dans plus de 100 pays. Il faut aussi forger de nouveaux partenariats comme avec le secteur privé, les grands acteurs du numérique, autour d'objectifs communs.

● **Pour finir, quelles suites seront données aux recommandations formulées dans le rapport de l'UNESCO ?**

Le rapport issu de cette concertation est l'aboutissement d'un long travail, mené par la Présidente éthiopienne, Madame Sahle-Work Zewde, mais sa publication n'est qu'une première étape. Car ce rapport se veut un moyen, et non une fin en soi. Son objectif est de proposer un panel d'actions à effectuer en matière de politique éducative pour les années à venir, mais aussi de pratiques éducatives.

Et ce rapport propose de forger un nouveau contrat social à nos sociétés – pour refonder nos relations avec autrui, avec la planète et avec la technologie. Un nouveau contrat social dont nous avons besoin pour réparer les injustices passées et transformer le futur.

Les enjeux sont si décisifs que nous espérons que la discussion qui a été initiée se poursuive. Mais je suis très confiante à ce sujet : l'écriture de ce rapport a montré combien le sujet suscitait d'enthousiasme, chez les experts, chez les enseignants, mais aussi dans la jeunesse qui s'est beaucoup mobilisée, car elle se sait très concernée. Ce rapport dresse des constats, dessine des pistes ; il faut désormais s'en saisir et les prolonger. ■



▼ En visite à Djibouti en février 2021, la Directrice générale a annoncé le renforcement de l'action de l'UNESCO dans le domaine des politiques éducatives.

Face aux défis environnementaux, sociaux et technologiques actuels, l'école doit évoluer en créant des écosystèmes éducatifs inclusifs et en adoptant des approches participatives, plaide Sahle-Work Zewde, Présidente de la République démocratique fédérale d'Éthiopie et Présidente de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation.

Sahle-Work Zewde : « Nous devons nous engager collectivement à changer de cap »

● **La Commission internationale sur les futurs de l'éducation a pour objectif de repenser l'éducation dans un monde de plus en plus complexe, incertain et inégalitaire. Quels sont, d'après vous, les valeurs et les principes qui doivent sous-tendre l'éducation de demain ?**

Nous devons relever collectivement les défis auxquels le monde est confronté actuellement, ainsi que ceux qui se profilent à l'horizon. L'accroissement des inégalités, le changement climatique, la pandémie de Covid-19, la surexploitation des ressources de la planète, la fragmentation sociale, le risque que la technologie nous divise davantage – tous ces éléments nécessitent une coopération internationale et une solidarité mondiale d'une ampleur sans précédent.

L'éducation doit développer la capacité au dialogue et à l'action collective des personnes à travers le monde. Les individus doivent apprendre à faire preuve d'empathie pour prendre part à des initiatives collectives. L'éducation recèle ce pouvoir de mettre chaque individu, où qu'il se trouve, en contact avec des connaissances, des perspectives et des personnes

qu'il n'aurait pas connues autrement. Un engagement fort en faveur des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de la réparation des injustices passées nous aidera à créer des écosystèmes éducatifs inclusifs qui soutiennent les personnes dans tous les domaines de leur vie.

La réflexion sur les futurs de l'éducation incite avant tout à l'action dès aujourd'hui. La survie de l'humanité et de notre planète habitable est en danger. Nous devons nous engager collectivement à changer de cap afin que le bien-être des générations futures ne soit pas compromis et que nous vivions les uns avec les autres et avec le monde naturel dans la justice et la paix.

● **Aujourd'hui, encore 258 millions d'enfants ne sont pas scolarisés dans le monde. L'objectif fixé par les Nations Unies d'une éducation inclusive de qualité pour tous d'ici 2030 semble hors d'atteinte. Comment repenser l'éducation dans un tel contexte ?**

Le temps est venu de repenser l'éducation parce que nous sommes à un moment de transition : notre relation

avec la planète et avec la technologie évolue profondément et cela a des conséquences sur nos relations les uns avec les autres. La pandémie et les nombreuses perturbations qu'elle a entraînées nous ont aussi obligés à reconsidérer certaines idées reçues et certains modes de fonctionnement traditionnels. Cela a ouvert des fenêtres sur de nouvelles possibilités tout en mettant en évidence notre interconnexion mondiale. Nos systèmes éducatifs doivent mieux valoriser ces liens et les présenter comme une force.

Dans le contexte actuel de transition, nous avons décidé d'adopter une vision à long terme de l'éducation. Nos travaux portent sur l'année 2050 et au-delà, et cette perspective lointaine nous a aidés à envisager l'éducation sous un angle nouveau et à proposer des voies d'apprentissage innovantes.

Tout d'abord, il est important de reconnaître que nous savons bien faire beaucoup de choses en matière d'éducation. Nous connaissons l'importance capitale de l'égalité des chances en matière d'éducation pour les filles et les femmes, et ce fossé est en train de se combler. Nous savons comment concevoir des écoles



© Bureau de la Présidente de l'Éthiopie

▼ *Sahle-Work Zewde, Présidente de la République démocratique fédérale d'Éthiopie et de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation.*

inclusives pour les personnes les plus marginalisées – et ce travail doit se poursuivre.

Cependant, nous savons également qu'il existe des problèmes persistants, dont certains trouvent leur origine dans la manière dont l'éducation a été organisée au cours du siècle dernier. Pendant longtemps, les modèles mondiaux dominants ont présenté l'éducation comme une période de préparation. Nous savons désormais que l'éducation est intimement liée à notre vie tout au long de celle-ci, qu'il est nécessaire d'offrir une éducation de qualité dès la petite enfance ainsi que des possibilités renforcées d'éducation et d'apprentissage formel, non formel et informel aux adultes.

Les écoles resteront centrales ; elles doivent être préservées et transformées. Les programmes scolaires doivent être remaniés pour que nous apprenions davantage sur nos interdépendances et concevions de meilleures façons de vivre avec notre monde. Nous devons réfléchir aux compétences dont nous avons besoin dans le monde numérique d'aujourd'hui et de demain. Les enseignants doivent recourir de plus en plus à des approches participatives et collaboratives grâce à un apprentissage fondé sur des problématiques et des projets. La vérité est que nous ne pouvons pas continuer à dispenser l'éducation que nous avons essayé de dispenser par le passé dans un XXI^e siècle très différent.



L'éducation doit développer la capacité au dialogue et à l'action collective

● *Le rapport mondial de la Commission intitulé Repenser nos futurs ensemble, un nouveau contrat social pour l'éducation, s'est appuyé sur un vaste processus mondial de consultation du public et d'experts. Pourquoi était-il important de mobiliser des acteurs aussi divers ?*

L'éducation est l'une des expériences les plus transformatrices que les êtres humains ont en commun. Lorsque nous avons défini le travail de la Commission internationale, il était évident pour nous tous que nous ne pourrions faire de l'éducation un bien commun mondial qu'en nous appuyant sur les connaissances et les expériences collectives du monde entier. C'est pourquoi nous avons demandé à des personnes de tous âges, originaires de plus de 120 pays, de nous faire part de leurs aspirations et de leurs craintes quant à l'avenir, et de réfléchir à la manière dont l'éducation pourrait nous aider à façonner au mieux l'avenir de l'humanité et de la planète.

Plus d'un million de personnes de toutes les régions du monde ont exprimé leurs idées au moyen d'œuvres d'art, d'enquêtes, de webinaires et de groupes de discussion. Cela a été une véritable source d'inspiration pour la Commission, et nous avons essayé d'intégrer le plus grand nombre possible de ces idées. Et l'un des principaux messages que nous avons entendus est que si l'éducation est essentielle pour permettre aux individus de vivre dans la dignité et donner un sens à leur vie, elle est également fondamentale pour façonner notre avenir commun. C'est en ce sens que la Commission en est venue à concevoir l'une de ses idées clés : l'éducation comme forme de bien-être partagé, choisi et réalisé en commun. Et maintenant, c'est grâce au travail de →



▼ La Présidente Sahle-Work Zewde et l'ancienne ministre des Femmes, de l'Enfance et de la Jeunesse, Filsan Abdulahi, assistent à une formation au codage dans un orphelinat d'Addis-Abeba, 2018.

ces millions de personnes, et de millions d'autres, que les idées du rapport seront débattues, contextualisées et mises en œuvre.

● **La pandémie a mis en évidence la fracture numérique saisissante entre pays en matière d'enseignement à distance. 82 % des apprenants n'ont pas accès à l'Internet en Afrique subsaharienne. Quelles sont les autres préoccupations importantes soulevées par les pays africains au cours de cette discussion mondiale ?**

À l'horizon 2050 et au-delà, le continent africain représentera un pourcentage croissant de la population mondiale, notamment des jeunes. Nous savons également qu'il reste beaucoup à faire pour remédier aux déséquilibres de pouvoir existants et aux héritages injustes du passé, dont certains perdurent aujourd'hui. La proportion intolérable-

ment faible d'apprenants du continent ayant accès à l'Internet et aux ordinateurs est la preuve de cette inégalité persistante.

L'Afrique, comme d'autres régions du sud de la planète, est celle qui a le moins contribué à la crise climatique, mais elle risque d'en supporter le plus lourd fardeau. Au cours de la préparation du présent rapport, la Commission a entendu à plusieurs reprises le message selon lequel l'appréciation véritable de nos interdépendances implique de surmonter les dépendances qui ont été imposées de par le monde. La solidarité mondiale et la conscience de notre humanité commune doivent se traduire par un refus et une correction des niveaux d'inégalité qui sont apparus au sein des nations et surtout entre elles.

Dans ce rapport, nous soutenons fermement l'aspiration à un développement social et humain qui profite à tous et préserve la diversité culturelle. Nous devons veiller à ce que l'Afrique ait pleinement

accès aux ressources de connaissances collectives que l'humanité a accumulées au fil des générations et, ce qui est tout aussi important, nous devons veiller à ce que les Africains soient en mesure de contribuer et d'apporter leur sagesse et leurs innovations indigènes au bien commun mondial de la connaissance.

● **Que recouvre l'idée de « nouvelle conception de l'humanisme » mise en avant dans le rapport ?**

La « nouvelle conception de l'humanisme » consiste à trouver de nouvelles orientations pour l'humanité en reconsidérant qui nous sommes et comment nous nous percevons les uns par rapport aux autres, à la planète habitable et à la technologie. Le Covid nous a tous touchés et nous a rappelé à quel point les humains sont étroitement liés. Mais cette maladie nous a touchés différemment, les communautés les plus pauvres souff-

frant davantage, et les filles et les femmes étant plus touchées que les garçons et les hommes sur le plan économique. Le Covid nous rappelle combien il est important de lutter contre les déséquilibres de pouvoir et d'éliminer l'exploitation partout où elle existe.

En outre, l'existence humaine est inséparable du monde naturel dans son ensemble, dont nous faisons partie. Nous devons adopter une nouvelle conscience écologique qui nous rendra finalement plus humains. Les récentes avancées technologiques rendent également plus floue la frontière entre l'homme et la machine. Les décisions éthiques auxquelles nous sommes confrontés concernant des technologies telles que l'intelligence artificielle et la bio-amélioration ne doivent pas être prises uniquement par les élites, mais doivent impliquer chacun d'entre nous. Nous devons tous faire en sorte que l'usage de la technologie soutienne notre avenir commun. L'éducation est l'un des secteurs clés où nous pouvons progresser dans le rééquilibrage de nos relations entre nous, mais aussi avec la planète habitable et avec la technologie.

● **Quelles sont les compétences de base dont les générations futures auront besoin pour vivre dans un monde transformé par l'activité humaine et les évolutions numériques, biotechnologiques et neuroscientifiques ?**

Il est possible de travailler dans tous les domaines scolaires pour enseigner l'art de vivre de manière respectueuse et responsable sur une planète qui a été considérablement modifiée par l'activité humaine. L'éducation des générations futures devra favoriser la connaissance de notre planète et encourager l'esprit critique et l'engagement civique. La prise de conscience que le monde continuera à changer peut être intégrée aux programmes d'enseignement en cultivant la capacité des apprenants à appréhender et à résoudre les problèmes.

Les écoles devront se concentrer sur les compétences de base que sont la lecture, l'écriture et les mathématiques, mais aussi aller au-delà. Chacun, partout, doit apprendre à être et à devenir. Être signifie apprendre à participer, à développer sa personnalité et à agir avec indépendance,



Nous soutenons fermement l'aspiration à un développement social et humain qui profite à tous et préserve la diversité culturelle

jugement et responsabilité. Devenir consiste à apprendre à se transformer et à transformer le monde, en s'engageant à le faire tout au long de sa vie et en veillant à ce que ces mêmes possibilités restent ouvertes aux générations futures.

● **Comment peut-on renforcer la solidarité mondiale dans le domaine de l'éducation ?**

La coopération internationale entre les gouvernements, les organisations internationales, les organisations de la société civile et d'autres partenaires est un moyen essentiel de renforcer la solidarité mondiale en matière d'éducation. La mise en avant de l'importance du partage des connaissances est une étape cruciale. Nous devons renforcer la capacité de toutes les régions du monde à générer et à utiliser les connaissances pour faire progresser l'éducation. Le rôle des organisations régionales à cet égard est capital. Nous devons également renforcer les canaux multilatéraux et amener différents acteurs à dialoguer et à dégager un consensus autour de normes et d'objectifs communs.

Dans le même temps, la solidarité mondiale doit s'étendre à tous. Les capacités humaines d'empathie et de coopération font partie des meilleurs atouts de notre nature. Nous possédons une créativité, une imagination et une capacité extraordinaires pour imaginer et construire des choses et nous écarter de ce qui est défaillant ou non fonctionnel. Dans notre rapport, nous tentons d'aider les gens à imaginer des mondes futurs où les programmes d'étude, l'enseignement, les écoles, les universités et toutes les plateformes éducatives nous permettent de mieux comprendre notre humanité commune et de renforcer la solidarité mondiale.

● **En octobre 2018, vous avez été élue première femme présidente de l'Éthiopie après trente ans d'une longue carrière de diplomate. Quel message cette élection envoie-t-elle à la génération des jeunes filles de votre pays ?**

L'histoire de l'Éthiopie compte de nombreuses femmes dirigeantes de premier plan, comme les impératrices Taitu et Zewditou. Cependant, nous n'avons pas connu de femmes leaders de haut niveau au cours de l'histoire moderne de l'Éthiopie. J'ai grandi et j'ai atteint ma majorité à une époque où les femmes leaders pouvant servir de modèles étaient très rares. Je crois que l'élection d'une femme à mon poste envoie un message retentissant aux jeunes filles éthiopiennes, et même africaines : elles peuvent tout réussir ! Les jeunes femmes et filles d'aujourd'hui peuvent prendre appui sur les épaules des dirigeantes actuelles et atteindre des sommets que nous n'aurions jamais pu imaginer. En tant que femmes dirigeantes, nous devons nous rassembler pour non seulement garder ouvertes les portes des possibilités que nous avons eues, mais aussi les ouvrir encore plus pour celles qui nous suivent. Nous disons aux générations futures : « Oui, vous le pouvez » et « Nous sommes là pour vous aider à y parvenir ». ■

Peng Liyuan : « Ensemble, nous rendrons le monde de demain meilleur grâce à l'éducation »

Malgré les progrès enregistrés au cours des dernières années, la pandémie de Covid-19 a encore creusé les inégalités de genre. Il faut renforcer les efforts internationaux, investir davantage et renforcer l'innovation pour mieux garantir l'accès égal des filles et des femmes à l'éducation, préconise Peng Liyuan, épouse du Président de la République populaire de Chine et Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la promotion de l'éducation des filles et des femmes.

● **L'éducation des filles et des femmes est une composante clé des objectifs de développement durable (ODD). Selon vous, quel rôle joue-t-elle dans la réduction de la pauvreté, la croissance économique et le développement durable ? Pourriez-vous nous donner quelques exemples et partager avec nous quelques bonnes pratiques dans ce domaine ?**

L'éradication de la pauvreté et la réalisation de l'égalité des sexes sont un idéal partagé par l'ensemble de l'humanité, et une aspiration commune des femmes du monde entier. L'accès à une éducation équitable et de qualité permet aux femmes d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour gagner leur autonomie, échapper à la pauvreté et mener une vie heureuse. Cette autonomie leur permettra aussi de contribuer à la société, et elles la transmettront aux générations futures, bloquant ainsi la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

J'ai visité de nombreux pays et parlé à des personnes de tous horizons. J'ai vu de nombreuses femmes se sortir de la pauvreté et changer leur destin grâce à l'éducation. J'aimerais partager avec vous certaines des expériences et des pratiques de la Chine à cet égard. Au prix d'inlassables efforts, notre pays est parvenu à éliminer la pauvreté absolue. Nous avons toujours insisté sur le fait que la lutte contre la pauvreté passe par des efforts visant à enrichir les connaissances individuelles. Développer l'éducation est une mesure essentielle. La Chine considère l'éducation des filles et des femmes issues de familles pauvres comme une priorité absolue et s'efforce de protéger le droit des filles à l'éducation par une série de mesures telles que la construction d'écoles, l'exemption des frais de scolarité et autres dépenses éducatives, et la distribution de repas nutritifs et de subventions. Nous introduisons aussi divers programmes de formation professionnelle pour les femmes en fonction des caracté-

ristiques régionales et de leurs besoins au niveau local afin de les aider à augmenter leurs revenus. Notre projet « Bourgeon printanier » est un programme d'aide publique visant à améliorer l'éducation des filles de familles pauvres. Au cours des 30 dernières années, il a permis à plus de 3 millions de filles de terminer leur scolarité et de réaliser leurs rêves. Dans la province chinoise du Guizhou, les autorités locales ont lancé le programme « The Beautiful », qui offre aux femmes une formation aux travaux manuels. Plus de 500 000 d'entre elles ont commencé à travailler à domicile. Elles confectionnent et vendent des produits artisanaux tels que les broderies, les batiks et les ouvrages tissés, accédant ainsi à une nouvelle vie grâce à leur habileté manuelle.

Actuellement, il y a encore dans le monde 435 millions de femmes pauvres, et les inégalités entre filles et garçons restent tenaces dans l'éducation. Cela devrait encore renforcer notre détermination à promouvoir l'éducation des filles et



▼ Peng Liyuan lors de la cérémonie de remise du premier prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes à Beijing en 2016.

des femmes et à travailler ensemble pour qu'un plus grand nombre d'entre elles puissent recevoir une bonne éducation, en vue de contribuer à la réalisation des ODD.

● **La pandémie de Covid-19 a provoqué une augmentation des inégalités dans l'éducation mondiale et une perturbation sans précédent de l'enseignement. Plus de 91 % des élèves mondiaux ont vu leurs cours suspendus. Selon l'UNESCO, 11 millions de filles pourraient ne pas être en mesure de poursuivre leur scolarité. Or le monde comptait déjà 130 millions de filles non scolarisées avant la pandémie. Selon vous, comment devrions-nous répondre aux graves défis auxquels est confrontée l'éducation des filles ?**

Les filles et les femmes font partie des groupes les plus vulnérables aux catas-

trophes. Depuis le déclenchement de la pandémie, je suis de près les questions de santé et d'éducation des filles et des femmes à travers le monde. Je suis profondément préoccupée par le fait que tant de filles ne sont pas en mesure de retourner à l'école. Dans ces circonstances si particulières, nous devrions leur accorder plus d'attention et leur offrir une aide concrète.

Dès le début de la pandémie, l'UNESCO a engagé activement des actions pour préserver le droit des filles à l'éducation, comme l'intégration de ressources éducatives mondiales en ligne, la création du *Guide de rescolarisation des filles* et la publication de rapports thématiques. Les gouvernements ont également travaillé dur, chacun à sa façon, pour s'assurer que les enfants, les filles en particulier, continuent de suivre des cours dispensés en ligne ou diffusés par la radio et la télévision. De notre côté, en Chine, tout en luttant adéquatement contre la pandémie,

“
L'éducation est nécessaire pour aider chacun à comprendre et à respecter la nature

nous avons fait tout notre possible pour protéger la santé physique et mentale de centaines de millions d'élèves. Nous avons introduit l'enseignement en ligne pour près de 300 millions d'apprenants, filles comprises, dans la période où l'école était fermée et nous sommes efforcés de reprendre les cours afin que les enfants puissent retourner à l'école à temps en toute sécurité.





©CREDIT

▼ Peng Liyuan et Audrey Azoulay lors d'un événement sur l'éducation des filles et des femmes organisé au siège de l'UNESCO à Paris en 2019.

“ Grâce à l'éducation, nous pouvons aider les générations futures à apprécier la diversité des civilisations

Le Covid-19 continue de se répandre à travers le monde. Notre souhait commun est qu'aucune fille ne soit laissée pour compte à cause de cette pandémie. La première chose dont nous avons besoin est donc la collaboration, tout comme un vieil adage chinois dit : « L'union des cœurs et des esprits permet de déplacer le mont Taishan. » Tant que nous serons solidaires et travaillerons ensemble, il n'y aura pas de difficultés insurmontables. Deuxièmement, nous devons

investir davantage dans l'éducation des filles pendant la pandémie, en faisant de plus grands efforts pour la promouvoir. Troisièmement, nous devons travailler dans un esprit innovant, utiliser de nouvelles méthodes et adopter de nouvelles technologies pour résoudre de nouveaux problèmes, afin qu'un plus grand nombre de filles puissent accéder à des ressources éducatives de qualité et poursuivre leurs études de manière flexible et diversifiée.

● *En 2019, l'UNESCO a lancé une initiative intitulée Les futurs de l'éducation qui vise à comprendre comment le savoir et l'apprentissage peuvent façonner l'avenir de l'humanité et de la planète à l'horizon 2050 et au-delà. Selon vous, comment l'éducation du futur devrait-elle aider les gens à améliorer leur capacité à mieux promouvoir le développement durable et à construire un monde meilleur ?*

L'initiative de l'UNESCO sur les futurs de l'éducation est très importante, car elle mobilise la sagesse mondiale pour réfléchir à l'avenir de l'éducation. L'éducation

du futur devrait accompagner chacun tout au long de sa vie, être accessible à tous sur un pied d'égalité, s'adapter à tous et être plus ouverte et flexible.

Je pense que l'éducation du futur devrait viser à aider les gens à améliorer leurs capacités dans trois domaines. Premièrement, la capacité à vivre en harmonie avec la nature. L'homme et la nature forment une communauté de vie. Face à des défis tels que le changement climatique et la détérioration de l'environnement, l'éducation est nécessaire pour aider chacun à comprendre et à respecter la nature, afin de favoriser des modèles de production et des modes de vie propices au développement durable, et de faire en sorte que les gens prennent l'initiative de s'adapter à la nature et de protéger la Terre, la seule demeure partagée par toute l'humanité. Deuxièmement, la capacité de vivre en harmonie avec des personnes de différents pays et de différentes cultures. Des histoires, des conditions nationales, des appartenances ethniques et des coutumes différentes ont donné naissance à des civilisations diverses et créé un monde riche en diversité. Grâce à l'édu-

cation, nous pouvons aider les générations futures à connaître et à comprendre les cultures d'autres pays et nations, à apprécier la diversité des civilisations et à respecter les choix de voie de développement et de mode de vie des autres peuples, tout en préservant nos belles traditions culturelles. Troisièmement, la capacité d'apprendre, d'innover et d'appliquer les nouvelles technologies. Compte tenu de l'explosion des connaissances et des nouvelles technologies, l'éducation du futur devrait s'attacher à cultiver la capacité des gens à penser de manière innovante et à apprendre tout au long de la vie. L'éducation numérique devrait être stimulée et les gens formés pour apprendre à utiliser l'Internet, les mégadonnées, l'intelligence artificielle et d'autres nouvelles technologies pour mieux faire face aux changements.

Je suis convaincue qu'ensemble nous rendrons le monde de demain meilleur grâce à l'éducation.

● **La Déclaration et le Programme d'action de Beijing, adoptés en 1995 à la Conférence mondiale sur les femmes, ont jeté des bases solides pour la promotion de l'égalité des sexes et la protection des droits et des intérêts des femmes, donnant ainsi une grande impulsion au développement des femmes au niveau mondial. L'éducation des filles et des femmes est un moyen important de promouvoir l'égalité des sexes et de protéger les droits et les intérêts des femmes. Selon vous, que faudrait-il faire à l'avenir pour mieux promouvoir l'éducation des filles et des femmes et contribuer davantage à construire une communauté de destin pour l'humanité ?**

Vivant dans un seul et même village mondial, l'humanité évolue vers une communauté interconnectée avec un avenir commun. Les femmes ont le pouvoir de promouvoir le développement de la civilisation humaine et de créer un avenir meilleur pour l'humanité. L'éducation des filles et des femmes peut éveiller, renforcer et libérer pleinement ce merveilleux pouvoir. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing ont conforté l'idée de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, exercé une influence considérable sur le développement des femmes à travers le monde et fortement stimulé le développement de l'éducation des filles et des

femmes. Il est encourageant de constater qu'au cours de plus de deux décennies écoulées, les pays se sont efforcés de promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation et de protéger le droit des filles et des femmes à l'éducation, et que des progrès positifs ont été réalisés dans l'éducation des femmes partout dans le monde.

Le développement de l'éducation des filles et des femmes ne pourrait se faire sans les trois conditions suivantes : le rôle primordial joué par l'UNESCO et d'autres organisations internationales ; l'engagement ferme et durable de la communauté internationale en faveur de l'égalité des sexes ; l'environnement favorable créé conjointement par la société, les familles et les écoles communautaires. J'espère que les gouvernements ainsi qu'un nombre croissant d'organisations internationales, d'associations populaires et de personnes soucieuses de l'intérêt général prendront l'initiative de travailler ensemble, de défendre la vision d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, de renforcer la solidarité et la coopération, d'accroître leur engagement, de développer des politiques et des plans d'action plus ciblés et plus efficaces, et de créer un meilleur réseau mondial d'éducation des filles et des femmes. Lorsque l'éducation est utilisée pour autonomiser les femmes et que de plus grands progrès sont réalisés dans la promotion de l'éducation des filles et des femmes, nous sommes en mesure de travailler à plein régime pour construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

● **La remise du Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes 2021 a marqué le début de la deuxième phase de la coopération entre la Chine et l'UNESCO concernant ce prix. Selon vous, quels sont les réalisations et l'impact les plus remarquables de la première phase de coopération ? Et que peut faire de plus la communauté internationale pour continuer à soutenir ces lauréats ?**

En 2015, l'UNESCO et la Chine ont créé conjointement le Prix pour l'éducation des filles et des femmes, qui récompense les contributions exceptionnelles d'individus, d'institutions et d'organisations dans ce domaine. Il vise à démontrer l'importance de l'éducation pour changer le destin des filles et des femmes, et à inciter davantage de personnes à s'en-



130 millions

de filles n'étaient pas scolarisées avant la crise du Covid-19

gager dans cette cause. Le Prix a continué à exercer son influence positive au cours des dernières années. Durant la première phase, il a été décerné aux projets de 10 organisations dans 10 pays, et le projet d'un onzième pays a reçu une mention spéciale. Les thèmes des projets primés vont de l'éducation de la petite enfance à l'enseignement supérieur, et couvrent toutes les dimensions du développement des femmes. Ils protègent le droit des femmes à l'éducation, les aident à acquérir des connaissances et des compétences et s'efforcent d'éliminer la discrimination entre les sexes. Ils ont donné à des millions de filles et de femmes la confiance et la capacité nécessaires pour changer leur destin et poursuivre leurs rêves. Et ils ont aussi incité davantage de personnes à s'engager dans la noble cause de l'éducation des filles et des femmes.

Promouvoir aujourd'hui l'éducation des filles et des femmes sera profitable aux générations de demain. La Chine continuera à travailler avec l'UNESCO pour faire de la seconde phase du prix un succès. Il s'agit d'un nouveau point de départ. J'espère qu'un plus grand nombre de pays, d'institutions et de personnes se joindront à nous. Je compte également sur les lauréats pour qu'ils renforcent les échanges et la coopération, et partagent leurs bonnes pratiques et leurs expériences réussies de diverses manières. Mais surtout, mon souhait est que, grâce à ce prix, la communauté internationale accorde plus d'attention et de soutien à l'éducation des filles et des femmes. Leurs histoires méritent d'être lues et entendues, et elles méritent d'être reconnues et encouragées.

En tant qu'Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la promotion de l'éducation des filles et des femmes, je suis prête à assumer la responsabilité qui m'incombe et à joindre mes efforts à ceux de chacun d'entre vous pour que davantage de filles et de femmes soient confiantes, aient la force d'esprit et vivent dans l'amour. ■

Repenser nos futurs ensemble

Préoccupation croissante pour les questions environnementales, montée en puissance de l'intelligence artificielle et des technologies numériques, recul de la gouvernance démocratique : face à un monde en mutation, l'éducation a un rôle clé à jouer. Fruit d'un processus mondial de réflexion collective qui a duré deux ans, le rapport *Repenser nos futurs ensemble, un nouveau contrat social pour l'éducation*, dresse un état des lieux et jette les bases d'un nouveau contrat social en faveur de l'éducation en formulant une série de recommandations.

Notre monde est à un tournant. Nous savons déjà que la connaissance et l'apprentissage sont indispensables à la transformation et au renouvellement de nos sociétés. Pourtant, les disparités observées à l'échelle mondiale – tout comme le besoin pressant de redéfinir le sens, l'organisation, le contenu et le contexte de nos apprentissages – montrent que l'éducation peine à remplir sa promesse dans la construction d'un avenir pacifique, juste et durable.

Aujourd'hui, des niveaux de vie très élevés côtoient les inégalités les plus flagrantes. De plus en plus de personnes s'engagent dans la vie publique, mais dans de nombreux pays du monde, le tissu social et la démocratie s'effilochent. À bien des égards, la rapidité des avancées technologiques transforme nos vies. Pourtant, ces innovations ne contribuent pas suffisamment à améliorer l'équité, l'inclusion, ni la participation démocratique.

Chaque habitant de la planète a une lourde responsabilité envers les générations présentes et futures – il s'agit de veiller à ce que notre monde prospère,

“

L'éducation peine à remplir sa promesse dans la construction d'un avenir pacifique, juste et durable. Il nous appartient de la transformer

que l'on ne manque de rien et que chacun jouisse pleinement des mêmes droits de l'homme. Malgré le contexte de profonde incertitude et l'urgence des actions à mener, nous avons de bonnes raisons d'espérer. Depuis le début de son histoire, jamais notre espèce n'avait bénéficié d'un accès aussi ouvert à la connaissance ni d'un nombre aussi important d'outils de collaboration. Jamais l'humanité n'avait disposé d'une telle capacité à travailler de concert pour façonner un meilleur avenir.

Les problèmes du monde nous affectent tous parce que nous sommes liés les uns aux autres. De nombreuses personnes à travers le monde partagent également le sentiment très fort de devoir

participer à un effort commun. En prenant pour point de départ l'acceptation de la diversité et de la différence, nous devons travailler ensemble et mettre en œuvre des actions collectives pour trouver des solutions qui profitent à tous.

L'éducation – la manière dont nous organisons l'enseignement et l'apprentissage tout au long de la vie – a longtemps joué un rôle fondamental dans la transformation des sociétés humaines. Elle nous relie au monde et les uns aux autres, nous ouvre de nouveaux horizons et renforce notre capacité à dialoguer et à agir. Mais pour pouvoir bâtir un avenir pacifique, juste et durable, il nous appartient de transformer l'éducation elle-même.

Illustration: © Agnieszka Ziemińska pour Le Courrier de l'UNESCO



Principes fondamentaux

Garantir le droit à une éducation de qualité tout au long de la vie. Le droit à l'éducation, tel qu'il est établi à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, doit rester au cœur du nouveau contrat social en faveur de l'éducation et élargir sa portée au profit d'un droit à une éducation de qualité tout au long de la vie. Il importe également d'y inclure le droit à l'information, la culture, la science, ainsi que le droit d'accéder et de contribuer librement à la communauté du savoir, c'est-à-dire à l'ensemble des ressources collectives du savoir que l'humanité a accumulées au fil des générations et qui ne cessent d'évoluer.

Renforcer le statut de projet sociétal et de bien commun de l'éducation. En tant que projet sociétal partagé, l'éducation produit des objectifs communs et permet aux individus et aux communautés de s'épanouir ensemble. L'établissement de ce nouveau contrat social doit aboutir non seulement à la garantie d'un financement public de l'éducation, mais aussi à l'engagement de toute la société en faveur d'un débat ouvert à tous. Mettre l'accent sur la participation renforce le statut de bien commun de l'éducation – une forme de bien-être partagé, que l'on peut définir et atteindre ensemble.

Des transformations profondes sont déjà à l'œuvre dans plusieurs domaines essentiels :

- La planète est en danger, mais nos économies sont de plus en plus vertes et décarbonées. Les enfants et les jeunes montrent déjà la voie en réclamant des actions concrètes et en adressant de sévères reproches à ceux qui refusent d'affronter l'urgence de la situation.
- Au cours de la décennie écoulée, le monde a connu un recul de la gouvernance démocratique et la montée en puissance d'un sentiment populiste identitaire. Dans le même temps, la lutte contre l'injustice et les discriminations peut compter sur la participation et le militantisme croissants des citoyens à travers le monde.
- Les technologies numériques recèlent un immense potentiel de transformation, mais nous n'avons pas encore trouvé le moyen de passer des promesses à la réalité.
- L'intelligence artificielle, l'automatisation et les évolutions structurelles vont entraîner la recomposition du paysage mondial du travail et rendre beaucoup plus difficile la création d'emplois décents, au sein desquels le facteur humain reste central. Dans le même temps, de plus en plus de personnes et de communautés reconnaissent l'importance du secteur de l'aide et des soins, ainsi que des nombreuses mesures à mettre en place pour assurer notre sécurité économique.



Les futurs de l'éducation est une initiative mondiale pour réinventer la manière dont le savoir et l'apprentissage peuvent façonner l'avenir de l'humanité et de la planète. Dans le cadre de cette initiative, la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, a chargé une Commission internationale indépendante d'élaborer, sous la direction de la Présidente de la République démocratique fédérale d'Éthiopie, Sahle-Work Zewde, un rapport mondial sur les futurs de l'éducation. Les membres de la Commission sont des figures intellectuelles dans les domaines des sciences politiques, de la recherche universitaire, des arts, de la science, des affaires et de l'éducation.

Un nouveau contrat social en faveur de l'éducation

On peut considérer l'éducation comme une forme de contrat social – un accord implicite permettant aux membres d'une société de coopérer en vue d'obtenir un résultat qui profite à tous. Un contrat social est bien plus qu'une simple transaction. Il reflète des normes, des engagements et des principes qui sont à la fois inscrits dans nos lois et ancrés dans nos cultures. Le point de départ est une conception commune de l'intérêt public de l'éducation. Ce contrat détermine les principes fondamentaux et organisationnels qui structurent les systèmes éducatifs, ainsi que le travail à accomplir pour définir, asseoir et affiner ces principes.

Au XX^e siècle, l'éducation avait pour objectif principal de soutenir les efforts nationaux en matière de citoyenneté et de développement, sous la forme de l'école obligatoire pour les enfants et les jeunes. Toutefois, face aux risques majeurs qui menacent l'humanité et la planète, il est urgent que nous réinventions l'éducation afin de mieux nous préparer aux défis qui nous attendent. Cet acte de ré-imagination signifie travailler ensemble à la création de futurs partagés et interdépendants. Le nouveau contrat social en faveur de l'éducation doit nous permettre de nous unir autour d'initiatives collectives et d'accéder à des savoirs et à des innovations qui assureront à tous un avenir durable et pacifique, marqué par la justice sociale, économique et environnementale.

Entre promesses passées et avenir incertain

La conjoncture actuelle est marquée par l'aggravation des inégalités sociales et économiques, le changement climatique, la perte de biodiversité, l'exploitation excessive des ressources de la planète, le recul de la démocratie et les dérèglements liés à l'automatisation technologique. Ces multiples crises et défis s'entrecroisent et nous empêchent de jouir pleinement de nos droits individuels et collectifs. Leurs conséquences ont affecté la plupart des êtres vivants. Si le développement des systèmes éducatifs a créé des opportunités pour beaucoup, un très grand nombre de personnes sont restées exclues d'un apprentissage de qualité.

Lorsqu'on pense à l'avenir, on peut être tenté de brosser un tableau plus sombre encore. On peut envisager l'épuisement de la planète et la raréfaction des espaces habitables par l'homme. Les hypothèses les plus pessimistes dessinent également un monde dans lequel la qualité de l'éducation représentera un privilège réservé aux élites et où de larges pans de la population vivront dans la misère, privés d'accès aux biens et aux services essentiels. Les inégalités éducatives sont-elles condamnées à s'aggraver jusqu'à laisser tomber les programmes scolaires en désuétude ? Dans quelle mesure ces éventuels changements impacteront-ils notre humanité en partage ?

À l'heure actuelle et partout à travers le monde, les modalités d'organisation de l'éducation sont insuffisantes au regard de l'objectif à atteindre : garantir des sociétés justes et pacifiques, une planète saine et un progrès dont chacun récolte les fruits. La façon dont nous envisageons l'éducation est même la source de certaines

de nos difficultés. La mise en place d'un nouveau contrat social en faveur de l'éducation doit nous permettre de repenser l'apprentissage et les relations entre les étudiants, les enseignants, les savoirs et le monde qui nous entoure.

Propositions pour un renouvellement de l'éducation

La pédagogie doit s'organiser autour de principes de coopération, de collaboration et de solidarité. Elle doit encourager les élèves à mettre en commun leurs compétences intellectuelles, sociales et morales pour transformer le monde, tout en faisant preuve d'empathie et de compassion. Il faut aussi désapprendre les préjugés, les idées reçues et les dissensions. Ces objectifs pédagogiques doivent donner lieu à un processus d'évaluation pensé pour encourager les progrès significatifs de tous les élèves en matière de développement et d'apprentissage.

Les programmes doivent mettre l'accent sur des apprentissages écologiques, interculturels et interdisciplinaires accompagnant l'accès et la contribution des élèves au savoir, tout en développant leur capacité à mettre ce savoir en pratique ou à le remettre en cause. Les programmes doivent s'inscrire dans une vision écologique de l'humanité, au service d'un rééquilibrage de notre rapport à la Terre. La désinformation doit être combattue par l'acquisition de connaissances scientifiques, numériques et humanistes qui aident à mieux distinguer le vrai du faux. Les méthodes, les politiques et les contenus éducatifs doivent promouvoir une citoyenneté active ainsi que la participation démocratique.

La professionnalisation de l'enseignement doit être accentuée et s'inscrire dans un cadre collaboratif au sein duquel les enseignants sont reconnus pour leur travail de création de savoir et pour leur rôle de premier plan dans le processus de transformation sociale et éducative. Le travail des enseignants doit s'appuyer sur la collaboration et le travail d'équipe. Il doit intégrer la réflexion, la recherche et la création de savoir et de nouvelles pratiques pédagogiques. Il est donc nécessaire de soutenir leur autonomie et leur liberté et de s'assurer qu'ils participent pleinement au débat public et au dialogue relatifs aux futurs de l'éducation.

Parce qu'elles défendent l'inclusion, l'équité et le bien-être individuel et collectif, les écoles doivent rester des espaces d'éducation préservés, mais également réinventer ces lieux afin de mieux promouvoir la transformation du monde et son avancée vers un avenir plus juste, plus équitable et plus durable. Les écoles doivent rassembler en un même lieu diverses catégories de personnes et les exposer à des défis et à des possibilités qu'elles ne rencontreraient pas ailleurs. L'architecture, les espaces, les horaires, les emplois du temps et les regroupements d'élèves doivent être repensés pour encourager et permettre aux individus de travailler ensemble. Les technologies numériques doivent avoir pour fonction de renforcer – et non de remplacer – les écoles. Afin d'ouvrir la voie vers l'avenir auquel nous aspirons, les écoles doivent garantir le respect des droits de l'homme et se montrer exemplaires en matière de durabilité et de neutralité carbone.

L'existence est jalonnée de possibilités éducatives qui se déploient dans différents espaces culturels et sociaux et qu'il nous appartient de saisir et de développer. Chacun doit avoir accès, tout au long de sa vie, à des possibilités éducatives sérieuses et de qualité. Nous devons connecter les espaces d'apprentissage naturels, bâtis et virtuels, tout en prenant soin d'exploiter les meilleurs atouts des uns et des autres. En matière d'éducation, les principales responsabilités incombent aux gouvernements, dont il faut renforcer la capacité de financement public et de régulation. Le droit à l'éducation doit être élargi pour durer toute la vie et inclure le droit à l'information, à la culture, à la science et à la connectivité.

Promouvoir un nouveau contrat social en faveur de l'éducation

Ce nouveau contrat social doit permettre de surmonter les discriminations, la marginalisation et l'exclusion. Nous devons consacrer nos efforts à défendre l'égalité des genres et le respect des droits pour tous, indépendamment de l'origine ethnique, de la religion, du handicap, de l'orientation sexuelle, de l'âge ou de la citoyenneté. Nous avons besoin d'un engagement massif en faveur du dialogue social, de la pensée et de l'action communes.

Un appel à la recherche et à l'innovation. Un nouveau contrat social suppose la mise en œuvre d'un programme de recherche mondial et collaboratif consacré au droit à l'éducation tout au long de la vie. Ce programme doit se concentrer sur le droit à l'éducation et intégrer différents types de données probantes et différentes méthodes d'acquisition des connaissances, incluant l'apprentissage horizontal et les échanges transfrontaliers de savoirs. Toutes les contributions doivent être entendues, qu'elles proviennent d'enseignants, d'élèves, d'universitaires, de centres de recherche, de gouvernements ou d'organisations de la société civile.

Un appel à la solidarité mondiale et à la coopération internationale. L'élaboration d'un nouveau contrat social en faveur de l'éducation nécessite un engagement renouvelé en faveur d'une collaboration mondiale pour la défense du statut de bien commun de l'éducation. Cela suppose une coopération plus juste et équitable entre acteurs étatiques et non étatiques. Au-delà des flux Nord-Sud d'aide à l'éducation, il convient de renforcer la production de connaissances et de preuves par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire. La communauté internationale a un rôle essentiel à jouer pour aider les acteurs étatiques et non étatiques à s'accorder sur un ensemble commun de normes et d'objectifs indispensables à la mise en œuvre d'un nouveau contrat social en faveur de l'éducation. Dans ce cadre, le principe de subsidiarité doit être respecté et tous les efforts locaux, nationaux et régionaux encouragés. La coopération et les institutions internationales doivent notam-

ment prendre leur part dans la réponse aux besoins éducatifs des demandeurs d'asile, des réfugiés, des apatrides et des migrants.



Le nouveau contrat social en faveur de l'éducation doit permettre de surmonter les discriminations, la marginalisation et l'exclusion

L'élaboration du nouveau contrat social en faveur de l'éducation doit pouvoir compter, dans tous ses aspects, sur la participation active des universités et autres établissements d'enseignement supérieur. Les universités qui font preuve de créativité, innovent et s'engagent pour le renforcement du statut de bien commun de l'éducation ont un rôle essentiel à jouer dans les futurs de l'éducation, qu'il s'agisse de soutenir la recherche et les progrès de la science ou de s'associer à d'autres établissements et programmes éducatifs au sein de leur communauté ou à travers le monde.

Il est essentiel que chacun puisse participer au développement des futurs de l'éducation – enfants, jeunes, parents, enseignants, chercheurs, militants, employeurs, responsables culturels et religieux, etc. Nous pouvons nous appuyer sur des traditions culturelles profondes, riches et diverses. L'être humain dispose d'atouts importants en matière d'action, d'intelligence et de créativité collectives. Aujourd'hui, nous faisons face à un choix décisif : continuer d'avancer vers une impasse ou modifier radicalement notre trajectoire. ■

Former les acteurs du futur

En 1993, l'UNESCO a constitué une Commission internationale indépendante sur l'éducation pour le XXI^e siècle. Présidée par Jacques Delors, elle a été assistée dans ses travaux par un groupe d'éminents conseillers venant de toutes les régions du monde. Sa tâche : conduire une réflexion novatrice sur la manière dont l'éducation pourra faire face aux défis de l'avenir. Ses travaux se sont achevés cette année, qui est celle du 50^e anniversaire de l'UNESCO.

Jacques Delors

Ancien ministre de l'Économie et des Finances de France, ancien président de la Commission des communautés européennes (1985-1995), Jacques Delors a publié, entre autres, *Le Nouveau Concert européen* (Odile Jacob, Paris, 1992) et *L'Unité d'un homme* (Odile Jacob, Paris, 1994).

Au moment où l'humanité va aborder le XXI^e siècle, son avenir suscite une réflexion et des débats intenses. Si l'avancée des connaissances, et en particulier celle de la science et de la technologie, fonde l'espoir d'un avenir de progrès pour l'humanité, l'actualité, chaque jour, nous rappelle à quelles dérives, à quels dangers parfois extrêmes, à quels conflits le monde contemporain se trouve exposé.

L'interdépendance sans cesse plus évidente des peuples et des nations, qui est le trait marquant de notre époque, crée les conditions d'une coopération internationale sans précédent. Mais cette émergence d'une conscience véritablement planétaire révèle aussi l'ampleur des disparités dont souffre le monde, la complexité et l'imbrication de ses problèmes, ainsi que la multiplicité des menaces qui risquent, à tout moment, de remettre en cause les acquis.

L'éducation, dont le progrès humain dépend dans une si large mesure, se trouve du même coup fortement sollicitée. L'idée s'impose de plus en plus fortement qu'elle constitue l'une des plus puissantes armes dont nous disposons

pour modeler l'avenir ou, plus modestement, pour nous piloter vers le futur en suivant les courants porteurs et en tentant d'éviter les écueils. Mais que fait-elle aujourd'hui pour former les acteurs du futur ?

L'UNESCO a pris l'initiative d'éclairer ce débat à la lumière de son expérience internationale. Le Directeur général, M. Federico Mayor, m'a demandé de présider la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, dont le mandat était de « faire un travail d'étude et de réflexion sur les défis que l'éducation devra relever dans les années à venir, et [de] présenter ses suggestions et recommandations sous la forme d'un rapport pouvant servir de cadre et de critère pour l'action des décideurs et des responsables officiels du plus haut niveau ».

Il s'agissait en particulier de répondre à la question suivante : « Comment l'éducation peut-elle jouer un rôle dynamique et constructif pour préparer les individus et les sociétés du XXI^e siècle ? » – et ce, quelque vingt ans après qu'une autre commission, présidée par Edgar Faure, a publié un rapport, toujours actuel, sous le titre significatif : *Apprendre à être* ?

Quatre questions cruciales

La Commission s'est efforcée de raisonner dans un cadre prospectif dominé par la mondialisation, de sélectionner les bonnes questions qui se posent à tous et de tracer quelques orientations valables tant au niveau national qu'à l'échelon mondial. J'évoquerai ici quatre questions qui me semblent cruciales.

La première est celle de la capacité des systèmes éducatifs à devenir un facteur clé du développement. Cela suppose que l'éducation assure un triple rôle : économique, scientifique et culturel. Chacun attend que l'éducation contribue à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et créatrice, qui s'adapte à l'évolution de la technologie et participe à la « révolution de l'intelligence » qui entraîne nos économies. Chacun attend aussi au Nord comme au Sud que l'éducation fasse progresser les connaissances de telle sorte que le développement économique puisse s'accompagner d'une maîtrise responsable en matière d'environnement physique et humain. Et l'éducation failirait enfin à sa mission si elle ne produisait pas des citoyens enracinés dans leur

© Bernard Descamps / Agence VU

propre culture et néanmoins ouverts aux autres cultures et engagés dans le progrès de la société.

La seconde question concerne la capacité des systèmes éducatifs à s'adapter à l'évolution de la société. Nous touchons là à l'une des responsabilités fondamentales de l'éducation : devoir préparer le changement, malgré l'insécurité croissante qui nous interroge et nous déstabilise. (...)

La troisième question est celle des rapports entre le système éducatif et l'État. Le rôle de l'État, la délégation de certains de ses pouvoirs aux autorités fédérales ou locales, l'équilibre à rechercher entre enseignement public et enseignement privé, tels sont quelques aspects d'un problème qui se pose, d'ailleurs, de manière différente selon les pays.

Enfin la quatrième question, c'est la diffusion des valeurs d'ouverture à l'autre, de compréhension mutuelle, en un mot des valeurs de paix. L'éducation peut-elle prétendre à l'universel ? (...)

La création d'un langage accessible à tous impliquera que chacun apprenne à mieux dialoguer, et le message que véhiculera ce langage devra s'adresser à l'être humain dans toutes ses dimensions. Un message prétendant à l'universel – noble ambition de l'éducation – doit être transmis avec toutes les nuances nécessaires à la pleine considération des personnes dans leur infinie variété. C'est sans doute notre difficulté majeure.

Les piliers de l'éducation

(...) Apprendre à connaître. Compte tenu des changements rapides entraînés par le progrès scientifique et les formes nouvelles de l'activité économique et sociale, il importe de concilier une culture générale suffisamment étendue avec la possibilité de travailler en profondeur un petit nombre de matières. Cette culture générale constitue en quelque sorte le passeport pour une éducation permanente, dans la mesure où elle donne le goût, mais aussi les bases, pour apprendre tout au long de sa vie.

Apprendre à faire. Au-delà d'un métier dont on poursuit l'apprentissage, il convient plus largement d'acquérir une compétence qui rende apte à faire face à de nouvelles situations et qui facilite le travail en équipe, dimension actuellement trop négligée dans les méthodes d'ensei-



▼ Cours d'arts plastiques dans une école d'Épinal (France).

gnement. Cette compétence et ces qualifications deviennent plus accessibles si les élèves et étudiants ont la possibilité de se tester et de s'enrichir en prenant part à des activités professionnelles ou sociales, parallèlement à leurs études. Ce qui justifie la place plus importante que devraient occuper les différentes formes possibles d'alternance entre l'école et le travail.

Apprendre à être. Tel était le thème dominant du rapport Edgar Faure publié en 1972 sous les auspices de l'UNESCO. Ses recommandations sont toujours d'une grande actualité, puisque le XXI^e siècle exigera de tous une plus grande capacité d'autonomie et de jugement, qui va de pair avec le renforcement de la responsabilité personnelle dans la réalisation du destin collectif.

Apprendre à vivre ensemble, enfin, en développant la connaissance des autres, de leur histoire, de leurs traditions et de leur spiritualité. Et à partir de là, créer un esprit nouveau qui, grâce à la perception de nos interdépendances croissantes, et grâce à une analyse partagée des risques et des défis de l'avenir, pousse à la réalisation de projets communs, ou bien à une gestion intelligente et paisible des inévitables conflits. Utopie, pensera-t-on, mais utopie nécessaire, utopie vitale, pour sortir du cycle dangereux nourri par le cynisme ou la résignation.

Placer l'éducation tout au long de la vie au cœur de la société

Le concept de l'éducation tout au long de la vie, préconisé dans le rapport Faure, apparaît comme l'une des clés d'entrée dans le XXI^e siècle. Répondant au défi d'un monde en changement rapide, il s'impose avec ses atouts de flexibilité, de diversité et d'accessibilité dans le temps et dans l'espace. Il dépasse également la distinction traditionnelle entre éducation première et éducation permanente.

L'idée d'éducation permanente doit être à la fois repensée et élargie. Car au-delà des nécessaires adaptations liées aux mutations de la vie professionnelle, elle doit être une construction continue de la personne humaine, de son savoir et de ses aptitudes, mais aussi de sa faculté de jugement et d'action. (...)

Pour cela, rien ne peut remplacer le système formel d'éducation où chacun s'initie aux disciplines de la connaissance, sous ses multiples formes. Rien ne peut se substituer à la relation d'autorité, mais aussi de dialogue, entre le maître et l'élève. Tous les grands penseurs classiques qui se sont penchés sur le problème de l'éducation l'ont dit et répété. Il revient au maître de transmettre à l'élève ce que l'Humanité a appris sur elle-même et sur la nature, tout ce qu'elle a créé et inventé d'essentiel. →



▼ Lycéen dans une rue de Hanoi (Viet Nam) en 1991.

L'éducation doit donc constamment s'adapter aux mutations de la société, sans négliger de transmettre l'acquis, les bases, les fruits de l'expérience humaine.

Repenser et relier les différentes séquences de l'éducation

En centrant ses propositions autour du concept d'éducation tout au long de la vie, la Commission n'a pas voulu signifier que ce saut qualitatif dispenserait d'une réflexion sur les différents ordres d'enseignement. Bien au contraire : l'éducation tout au long de la vie permet d'ordonner les différentes séquences, d'aménager les transitions, de diversifier les parcours, tout en les valorisant.

Les savoirs de base y trouvent toute leur place : lire, écrire, calculer. La combinaison de l'enseignement classique et des approches extérieures à l'école doit permettre à l'enfant d'accéder aux trois dimensions de l'éducation : éthique et culturelle, scientifique et technologique, économique et sociale.

L'éducation de base doit par ailleurs être étendue, à travers le monde, aux 900 millions d'adultes analphabètes, aux 130 millions d'enfants non scolarisés et aux plus de 100 millions d'enfants qui abandonnent prématurément l'école. Ce vaste chantier est une priorité pour les actions d'assistance technique et de partenariat, et pour la coopération internationale en général.

Une des difficultés majeures de toute réforme concerne les politiques à mener pour les jeunes et les adolescents sortant de l'enseignement primaire. Oserait-on dire que les enseignements dits secondaires sont, en quelque sorte, les « mal aimés » de la réflexion sur l'éducation ? Ils cristallisent bien des critiques, ils engendrent bien des frustrations.

Citons ici les besoins accrus et de plus en plus diversifiés de formation qui aboutissent à une croissance rapide du nombre des élèves et à un « engorgement » des programmes. D'où il résulte des problèmes classiques de massification que les pays peu développés ont du mal à résoudre, tant sur le plan financier que sur

celui de l'organisation. Citons également l'angoisse de la sortie, ou des débouchés, angoisse accrue par l'obsession d'accéder aux enseignements supérieurs, comme une sorte de tout ou rien. La situation de chômage massif que connaissent de nombreux pays n'a fait qu'accroître ce malaise.

Il semble que l'on ne peut sortir de cette difficulté que par une très large diversification des parcours. Les différentes voies offertes devraient comprendre celles, classiques, qui sont plus tournées vers l'abstraction et la conceptualisation, mais aussi celles qui, enrichies par une alternance entre l'école et la vie professionnelle et sociale, permettent de révéler d'autres talents et d'autres goûts. En tout état de cause, des passerelles seraient à établir entre ces voies, de manière que puissent être corrigées de trop fréquentes erreurs d'orientation au départ.

Au surplus, la perspective de pouvoir retourner dans un cycle d'éducation ou de formation changerait le climat général, en assurant à chaque adolescent que son sort n'est pas définitivement scellé entre 14 et 20 ans.

Les enseignements supérieurs sont à voir également dans cette même perspective.

Il existe, dans de nombreux pays, à côté de l'Université, des établissements d'enseignement supérieur dont certains sélectionnent les meilleurs, dont d'autres dispensent des formations professionnelles bien ciblées et de qualité. Cette diversification répond indiscutablement aux besoins de la société et de l'économie, tels qu'ils sont exprimés tant au niveau national qu'au niveau régional.

Quant à la massification observée dans les pays les plus riches, elle ne peut trouver de solution politiquement et socialement acceptable dans une sélection de plus en plus sévère. L'un des principaux défauts d'une telle orientation est que de nombreux jeunes hommes et jeunes femmes se trouvent exclus de l'enseignement avant d'avoir obtenu un diplôme reconnu, et sont donc dans une situation désespérante, puisqu'ils n'ont ni l'avantage du diplôme, ni la contrepartie d'une formation adaptée aux besoins du marché du travail.

Il faut donc gérer un développement des effectifs universitaires, en liaison avec une réforme des enseignements secondaires.

« L'éducation permanente doit être repensée et élargie

L'Université y contribuerait en diversifiant son offre et en se définissant à la fois comme lieu de science, conduisant à la recherche ou à la formation des enseignants, comme moyen d'acquérir des qualifications professionnelles, selon des cursus constamment adaptés aux besoins de l'économie, comme carrefour privilégié de l'éducation tout au long de la vie, comme partenaire privilégié d'une coopération internationale permettant l'échange des professeurs et des étudiants et facilitant, grâce à des chaires à vocation

internationale, la diffusion des meilleurs enseignements.

Cette problématique revêt une dimension particulière dans les nations pauvres où les universités ont un rôle déterminant à jouer.

Des stratégies de réforme à long terme

(...) Trois acteurs principaux contribuent au succès des réformes éducatives : la communauté locale (les parents, les chefs d'établissement et les enseignants), les autorités publiques et la communauté internationale.

La participation de la communauté locale dans l'évaluation des besoins, grâce à un dialogue avec les autorités publiques et les groupes concernés à l'intérieur de la société, est une première étape essentielle pour élargir l'accès à l'éducation et pour en améliorer la qualité. La poursuite de ce dialogue par l'utilisation des médias, par des débats à l'intérieur de la communauté, par l'éducation et la formation des parents, par la formation sur le tas des enseignants, suscite en général une meilleure prise de conscience, une meilleure faculté de discernement et un développement des capacités endogènes.

En tout état de cause, aucune réforme ne peut réussir sans le concours des enseignants et leur participation active. La Commission a recommandé qu'une attention particulière soit portée au statut social, culturel et matériel des éducateurs ainsi qu'aux outils nécessaires à une éducation de qualité : livres, moyens modernes de communication, environnement culturel et économique de l'école.

Vue sous cet angle, l'amélioration du système éducatif requiert du politique qu'il assume toute sa responsabilité. Il ne peut laisser aller les choses comme si le marché était capable d'en corriger les défauts ou comme si une sorte d'auto-régulation y suffirait. C'est aux autorités publiques qu'incombe le devoir de fixer clairement les options et, après une large concertation avec tous les intéressés, de faire les choix d'une politique publique qui trace les directions, pose les fondements et définit les axes du système, en assure la régulation au prix des adaptations nécessaires.

Le principe de l'égalité des chances doit dominer tous les choix à effectuer. (...)

Pour ce qui est de la communauté internationale, en tant qu'agent de succès des réformes éducatives, la Commission a formulé quelques recommandations concernant une politique d'initiative en faveur de l'éducation des jeunes filles et des femmes ; un pourcentage minimal de l'aide au développement (un quart du total) pour le financement de l'éducation ; le développement de la « conversion de la dette en investissements pour l'éducation », de manière à compenser les effets négatifs, sur les dépenses publiques à finalité éducative, des politiques d'ajustement et de réduction des déficits intérieurs et extérieurs ; la diffusion, en faveur de tous les pays, des nouvelles technologies dites de la société d'information, afin d'éviter que ne se creuse un nouveau fossé entre pays riches et pays pauvres ; la mobilisation du potentiel remarquable offert par les organisations non gouvernementales.

Ces quelques suggestions doivent s'inscrire dans une perspective de partenariat, et non pas d'assistance. L'expérience nous y incite, après tant d'échecs et de gaspillages. La mondialisation nous le commande.

En guise de conclusion

L'interdépendance des nations permet et exige aujourd'hui une coopération internationale d'une envergure nouvelle, dans tous les domaines. La Commission internationale pour le XXI^e siècle est l'un des éléments à travers lesquels, à l'approche du siècle nouveau, s'affirme la volonté d'y parvenir.

Sans se borner à un exercice purement descriptif ni même à l'esquisse d'une philosophie des systèmes éducatifs, son but n'était pas d'échafauder des « scénarios du futur » d'où découlerait une batterie de prescriptions à l'intention des responsables des politiques éducatives, mais de fournir aux décideurs des éléments qui les aident à élaborer des politiques de l'éducation, et de provoquer un débat qui concerne – par-delà le monde de l'éducation et les enseignants – les parents, les enfants, les chefs d'entreprise, les responsables d'organisations syndicales, les associations qui essaient de valoriser le rôle de l'éducation. ■

Apprendre à vivre à l'ère de l'IA

Aux trois piliers de base de tout système éducatif – lire, écrire, compter – il faudra désormais ajouter trois autres : empathie, créativité, pensée critique. Ces aptitudes acquises généralement ailleurs doivent entrer dans les programmes scolaires en même temps que l'intelligence artificielle (IA) entre en force dans les sociétés.

Leslie Loble

Secrétaire adjointe au ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Galles du Sud, Leslie Loble a piloté pendant près de vingt ans la stratégie, la réforme et l'innovation dans ce système éducatif qui est le plus vaste et le plus diversifié d'Australie. Elle a été classée en 2013 parmi les 100 femmes d'influence de l'*Australian Financial Review/Westpac* pour son rôle dans les affaires publiques australiennes et la réforme de l'éducation.

En 2018, 300 000 enfants feront leur entrée dans les écoles australiennes. S'ils en sortent diplômés en 2030, ils passeront l'essentiel de leur vie professionnelle dans la seconde moitié du XXI^e siècle, et certains seront peut-être encore en vie à l'aube du XXII^e. Au rythme des changements apportés par les technologies de pointe, il y a de fortes chances qu'ils vivent et travaillent dans un monde radicalement différent du nôtre. Il revient donc aux systèmes éducatifs d'anticiper dès maintenant ces changements et de préparer ces générations futures pour assurer leur prospérité.

Avec plus d'un million d'enfants et de jeunes accueillis dans 3 000 établissements, la Nouvelle-Galles du Sud (NGS) est le plus gros secteur scolaire d'Australie. Chaque jour, dans chaque classe, un enseignant instruit ces élèves et les guide vers leur avenir. Mais au niveau du système, surtout à pareille échelle, le changement peut être lent, malgré l'urgence montante engendrée par les nouvelles technologies.

C'est pourquoi le ministère de l'Éducation de la NGS a lancé en 2016 le projet *Éduquer pour un monde qui change*. Attentive aux implications stratégiques des avancées technologiques, cette initiative d'envergure vise à encourager des réformes en matière de programmes, d'enseignement et d'évaluation, et à orienter l'ensemble du système vers une approche plus innovante.

Dès son lancement, le ministère a ouvert le dialogue avec des leaders mondiaux des sphères économique, technologique et académique, ce qui a conduit à la publication, en novembre 2017, de *Future Frontiers: Education for an AI World* (Chantiers de demain : éduquer pour un monde d'IA), ouvrage qui interroge l'avenir de l'éducation dans un monde dominé par l'IA. Fin 2017,

un symposium international a réuni plusieurs de ses auteurs, ainsi que des spécialistes de l'éducation, des organisations non gouvernementales (ONG) et des responsables politiques, en vue d'étudier les moyens d'améliorer le soutien aux enseignants et les résultats des élèves grâce aux nouveaux outils, notamment technologiques. Cet apport d'idées nouvelles a suscité un engagement unifié en faveur de la réforme.

Les nouveaux piliers

Trois piliers – lire, écrire, compter – forment le socle de tout apprentissage, mais les élèves d'aujourd'hui ont besoin d'autres compétences de base et d'importantes compétences non cognitives, comme le sentiment d'efficacité personnelle, une meilleure compréhension des concepts et de bonnes capacités de résilience, d'adaptabilité et de flexibilité.

Les compétences spécifiquement humaines seront plus que jamais importantes dans ce monde nouveau qui se forme sous nos yeux : la pensée critique sera l'une des premières compétences que devront transmettre les systèmes éducatifs.

Pour l'heure, ces compétences essentielles peuvent être acquises dans les activités extrascolaires où l'on apprend ce que sont la coopération, la mise en place d'objectifs et la planification, par exemple. On développe la discipline et l'esprit d'équipe en faisant du sport ; la créativité en faisant du théâtre ; la pensée critique en organisant des débats ; l'empathie en faisant du bénévolat au sein d'une association.

Le défi consiste à structurer ce large éventail de compétences que les jeunes doivent acquérir, à le légitimer au sein du système

éducatif et l'intégrer dans les programmes scolaires, à définir la façon d'évaluer les résultats des élèves dans ces domaines qui n'étaient pas jusque-là considérés comme faisant partie de l'éducation scolaire et qui devront désormais occuper une place de premier ordre.

Une chose est incontestable, plus que jamais l'avenir exigera que les enfants tissent des liens mutuels et renforcent un sens de la communauté, de la citoyenneté et de la collaboration fondé sur l'empathie, que certains considèrent comme l'une des compétences clés pour le XXI^e siècle.

Les compétences interpersonnelles sont de plus en plus reconnues comme un élément crucial pour les systèmes éducatifs dans le monde. Des organisations comme l'UNESCO et l'OCDE élaborent des cadres, normes et évaluations dans ce domaine, et notamment le concept de « compétences mondiales » destiné à favoriser la coopération interculturelle. En Australie, une série d'aptitudes générales, comme la pensée critique, créative et la compréhension interculturelle, ont été inscrites en 2009 dans l'agenda de l'Éducation nationale, exemple suivi depuis par de nombreux États du pays.

Le projet *Éduquer pour un monde qui change* a souligné la nécessité d'encourager des pratiques pédagogiques innovantes, pouvant procurer des bénéfices dans l'ensemble du système. On voit déjà surgir au sein de la communauté éducative des pratiques novatrices, visant à motiver les élèves et à exploiter le potentiel des technologies de pointe pour augmenter leur performance. Certaines reposant sur des preuves scientifiques plus solides que d'autres, il est difficile, pour l'heure, de distinguer les plus efficaces.

L'IA dans la salle de classe

Reprenant à son compte les innovations nationales et internationales les plus efficaces des secteurs privé et public, le ministère de l'Éducation de la NGS étudie le meilleur soutien à apporter aux spécialistes de l'éducation pour concevoir et accélérer ces idées novatrices. Le but est de trouver de nouvelles méthodes durables et évolutives permettant d'améliorer l'apprentissage, les capacités et la réussite de nos élèves.

L'IA a un potentiel fort en matière d'éducation, à condition d'être utilisée à bon escient et conformément aux besoins des éducateurs. Il existe déjà des systèmes à base d'IA capables de favoriser un apprentissage personnalisé qui libère les enseignants de certaines tâches, leur permettant ainsi de se concentrer sur les besoins individuels des élèves et sur les objectifs pédagogiques. Ces systèmes sont capables de suivre l'implication et les progrès des élèves, et, potentiellement, de proposer des ajustements de contenu.

Il est crucial que les éducateurs gardent la main en matière de conception et de développement de ces systèmes. C'est aux enseignants et aux chefs d'établissement, qui seront formés à cette fin, qu'il revient au premier chef de définir clairement la place de l'IA dans la salle de classe. Les élèves doivent aussi participer aux décisions dans ce domaine, et donc être éduqués sur ses aspects éthiques. Leur avenir dépendra des politiques et des approches que nous adopterons aujourd'hui. ■



© Vincent Fournier

▼ Photo extraite de la série *L'Homme machine* (The Man Machine) de l'artiste français Vincent Fournier montrant des « fictions spéculatives » dans lesquelles des créatures artificielles interagissent avec des humains.

L'analphabétisme, cette autre forme d'esclavage

Katerina Markelova

UNESCO

« Le XIX^e siècle peut se glorifier d'avoir légalement aboli l'esclavage, le XX^e siècle devrait se vouer à supprimer cette autre forme d'esclavage qu'est l'analphabétisme », déclarait en 1949 Jaime Torres Bodet, Directeur général de l'UNESCO de 1948 à 1952.

La lutte contre « cette autre forme d'esclavage » est au cœur même du mandat de l'UNESCO depuis l'origine. Au lendemain de la guerre, ce fléau touche plus de 44 % d'adultes dans le monde, avec de fortes disparités selon les régions et les pays. Dans certains pays, comme le Malawi, il dépasse la barre des 90 %.

L'Europe n'est pas épargnée. En Calabre, dans le sud de l'Italie, près de la moitié de la population ne sait ni lire ni écrire. C'est dans cette région que l'UNESCO prend part, avec le gouvernement italien et des organisations non gouvernementales, à l'une des premières campagnes de lutte contre l'analphabétisme. Elle sera suivie par d'autres initiatives, comme celles d'Iran en 1965 ou du Nicaragua en 1980. Plus récemment, en 2008, l'Organisation a lancé une campagne d'alphabétisation qui a bénéficié à 1,2 million d'Afghans, parmi lesquels 800 000 femmes.

En près de sept décennies, des progrès considérables ont été accomplis. Le taux d'alphabétisation des adultes dans le monde s'élevait à 86 % en 2016, celui des 15-24 ans à 91 % (Source : Institut de statistique de l'UNESCO). En Asie du Sud, les filles peuvent aujourd'hui espérer suivre douze ans de scolarité, contre seulement six en 1990.

Mais en dépit des avancées, la carte de l'éducation mondiale reste marquée par des inégalités criantes. Une majorité des 773 millions d'adultes analphabètes dans le monde sont des femmes. C'est pour faire reculer cette part de la population exclue de l'éducation, mais aussi promouvoir un enseignement inclusif de qualité et l'apprentissage tout au long de la vie, qu'a été adopté l'Objectif pour l'éducation (n° 4) du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont l'UNESCO est le chef de file. ■



© UNESCO

Élèves de la nouvelle école primaire du village de San Isidro del General au sud du Costa Rica, 1954.

1950



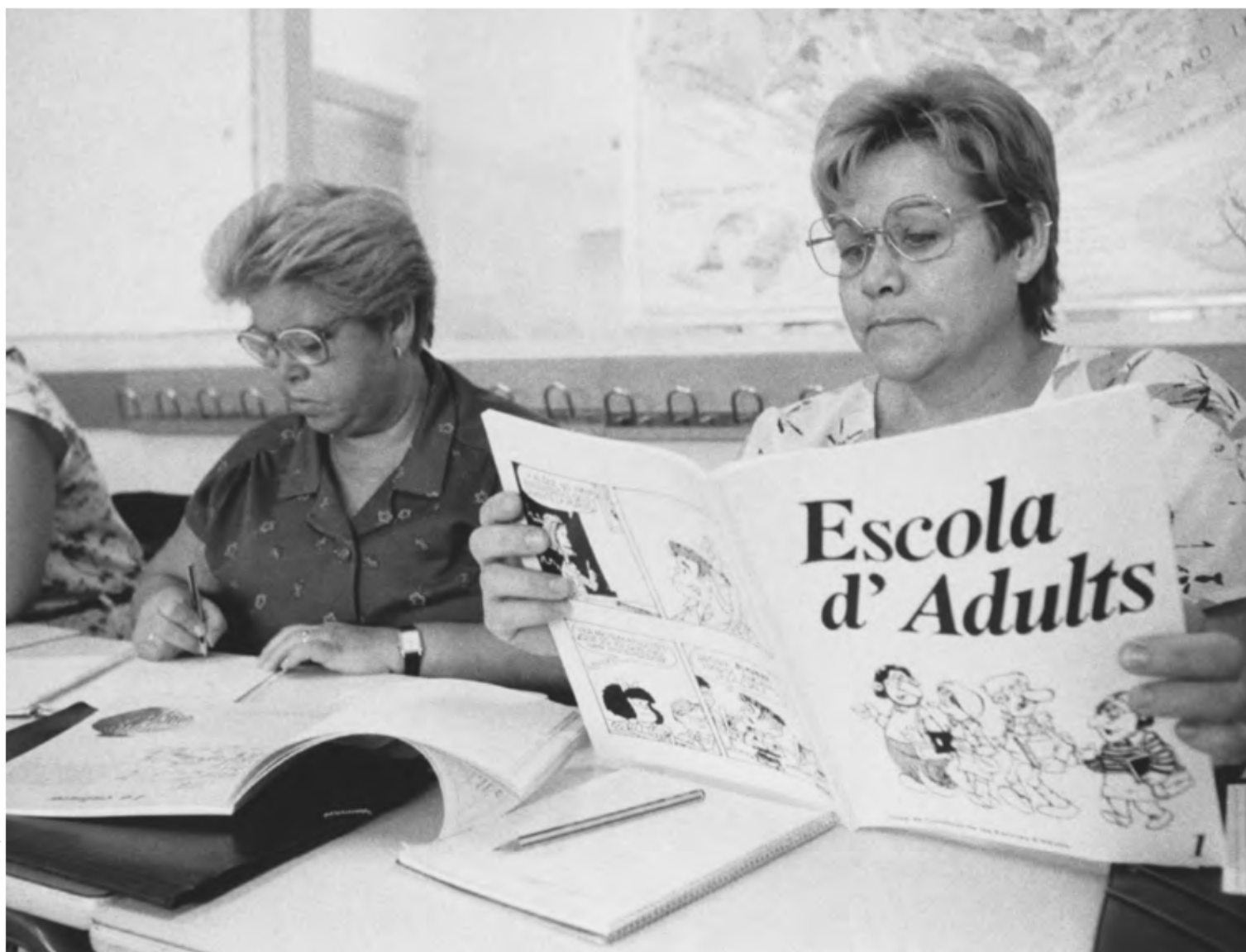
© UNESCO / Tamagawa Gakuen, Tokyo

École primaire de Tamagawa Gakuen à Tokyo, 1962.

1960

1970





© UNESCO / A. Jonquières

École pour adultes La Perona à Barcelone, Espagne (1973).

1970

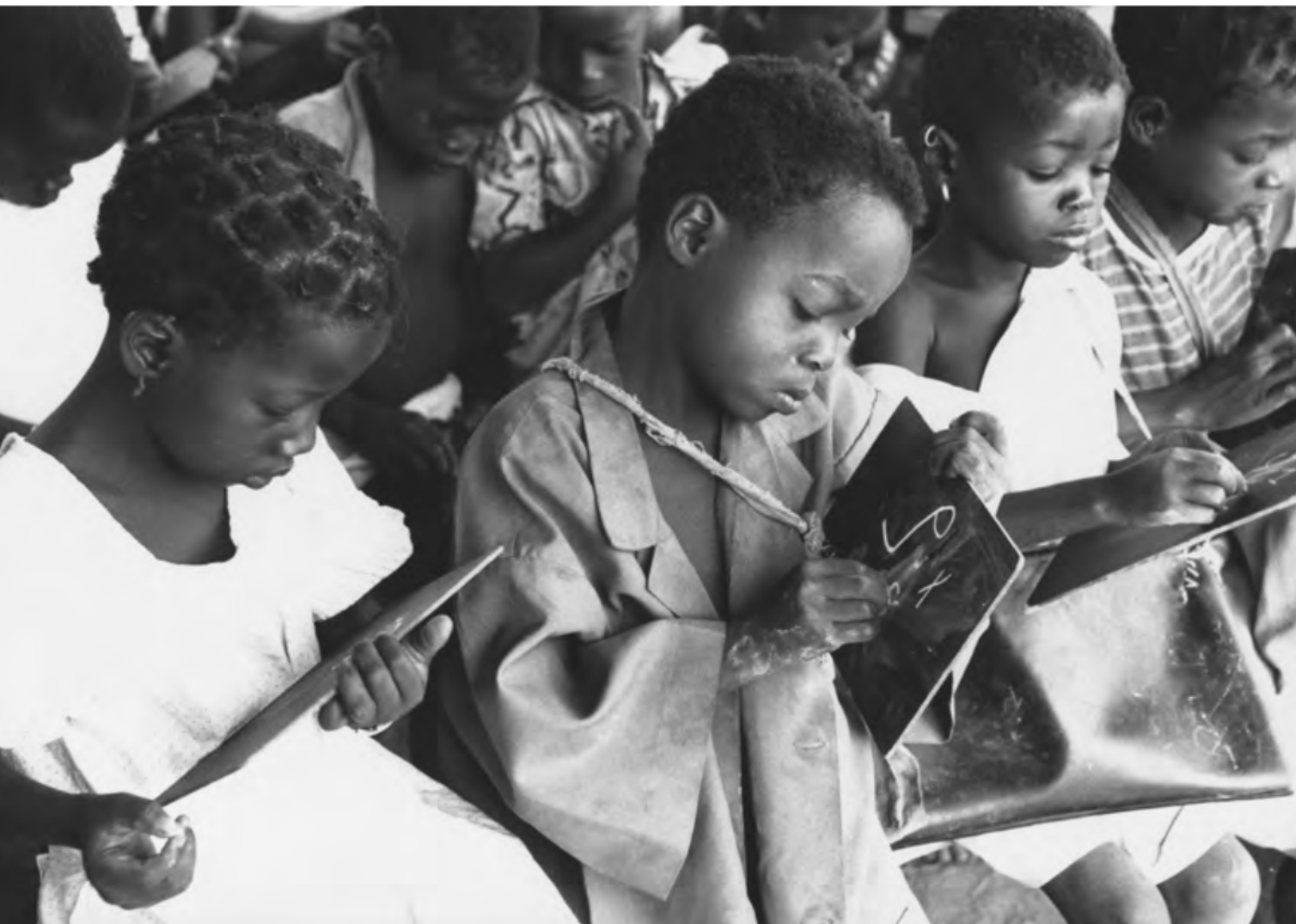


© UNESCO / Ministère de l'Éducation du Nicaragua

Campagne d'alphabétisation au Nicaragua.
Lancée en 1980, elle a permis de réduire le taux
d'analphabétisme de 50 à 13 %.

1980

1990 →



© UNESCO / Inez Forbes

Cours d'alphabétisation dans le village de Koloni Boundio, au sud du Mali, 1994.

1990



© Bernard van Leer Foundation

Enfants samburu dans un centre d'apprentissage communautaire Loipi, Kenya, 2006.

2000

2010





© Lucas Veuve / HI (www.hi.org)

Sophea, 10 ans, suit un cursus classique dans une école de Kampong Cham, au Cambodge, 2017.

2010



© UNESCO / Fouad Choufany

L'École des Trois Docteurs à Beyrouth est l'un des quelque 220 établissements endommagés par la double explosion survenue au port de la ville le 4 août 2020. Dans le cadre de son initiative Li Beirut, l'UNESCO coordonne la réhabilitation des écoles au Liban.

2020

Accès universel à l'éducation : peut mieux faire

L'éducation est un droit humain fondamental. Pourtant, des millions d'enfants et d'adultes sont toujours privés d'éducation

Linda Klaassen

UNESCO

Partout, la pandémie de Covid-19 a frappé les plus vulnérables et les plus marginalisés – touchant 1,6 milliard d'apprenants à son pic, alors que la majorité des écoles dans le monde étaient temporairement fermées. Elle a creusé les inégalités et pourrait compromettre des décennies de progrès durement acquis. Selon les estimations de l'UNESCO, environ 24 millions d'enfants et de jeunes – de l'enseignement préprimaire à l'enseignement supérieur – risquent de décrocher uniquement en raison de l'impact économique de la pandémie.

Les filles et les femmes sont en première ligne. Elles sont 131,7 millions à ne pas être scolarisées et représentent deux tiers

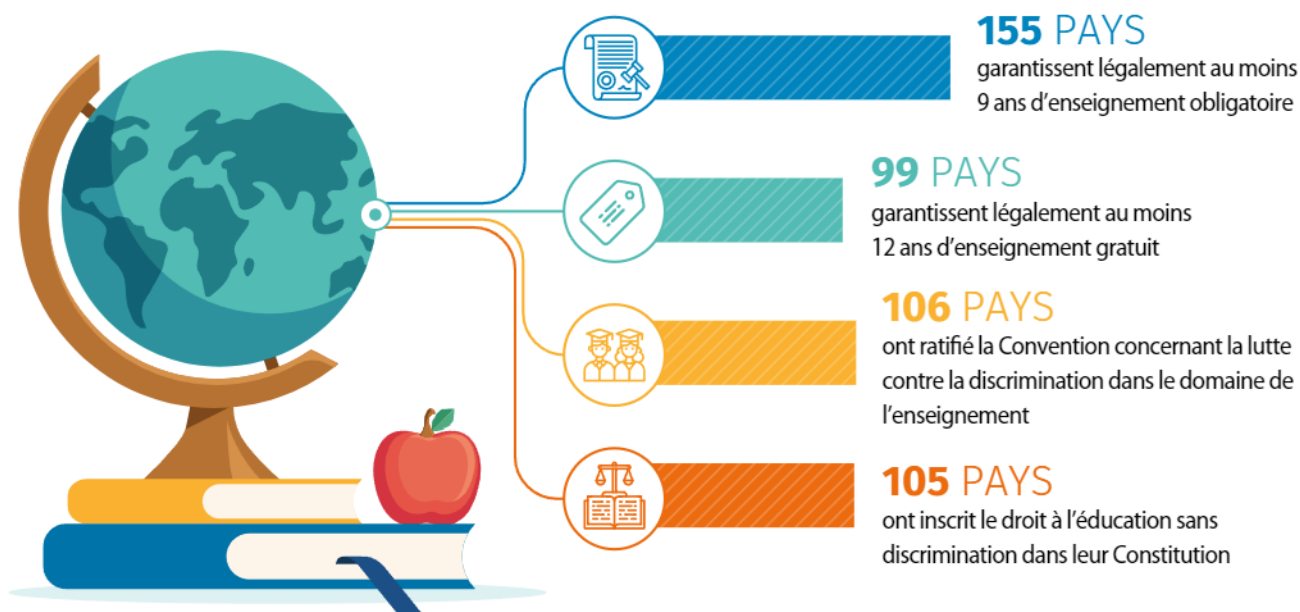
des 773 millions d'adultes analphabètes. La pandémie de Covid-19 a aggravé les inégalités déjà existantes – on estime en effet que 11 millions de filles pourraient ne pas retrouver le chemin de l'école. Les filles âgées de 12 à 17 ans sont particulièrement exposées au risque de décrochage dans les pays à faible revenu et à revenu inférieur.

Cette situation est particulièrement alarmante dans la mesure où l'éducation est l'un des leviers les plus puissants permettant aux enfants et aux adultes marginalisés de sortir de la pauvreté et de s'intégrer pleinement à la société. ■

 Source : *Guidelines to strengthen the right to education in national frameworks, UNESCO, 2021. #SonÉducationNotreAvenir : Les filles au premier plan pendant et après la crise Covid-19, 2021.*

QU'EST-CE QUE LE DROIT À L'ÉDUCATION ?

ÉTAT DU DROIT À L'ÉDUCATION



LES DÉFIS DU DROIT À L'ÉDUCATION



SEULS
6 JEUNES SUR 10
termineront leurs études
secondaires en 2030



773
MILLIONS
d'adultes
analphabètes dans
le monde




DANS 47%
DES PAYS,
l'enseignement secondaire
du second cycle n'est pas
obligatoire



99
MILLIONS
de jeunes (15-24 ans) ne
possèdent pas les compétences
de base en matière
d'alphabétisation

257
MILLIONS
d'enfants et de jeunes
n'étaient pas scolarisés
en 2019



8%
des enfants en âge de
fréquenter l'école primaire
n'étaient pas scolarisés en
2019

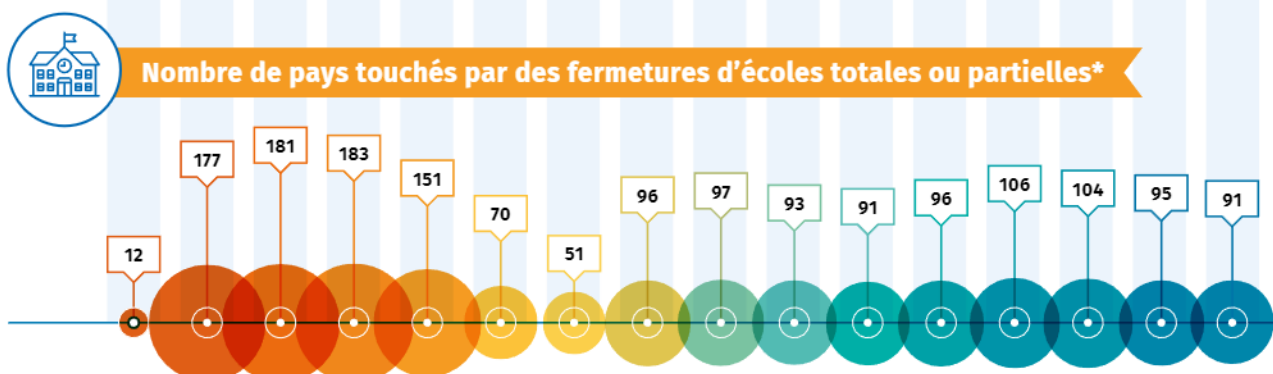
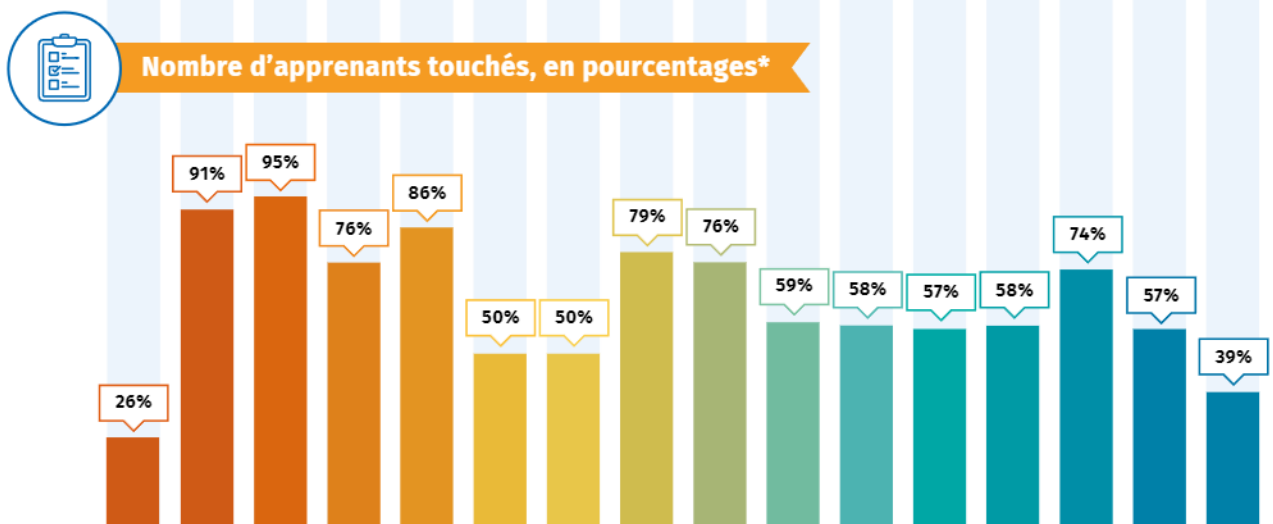
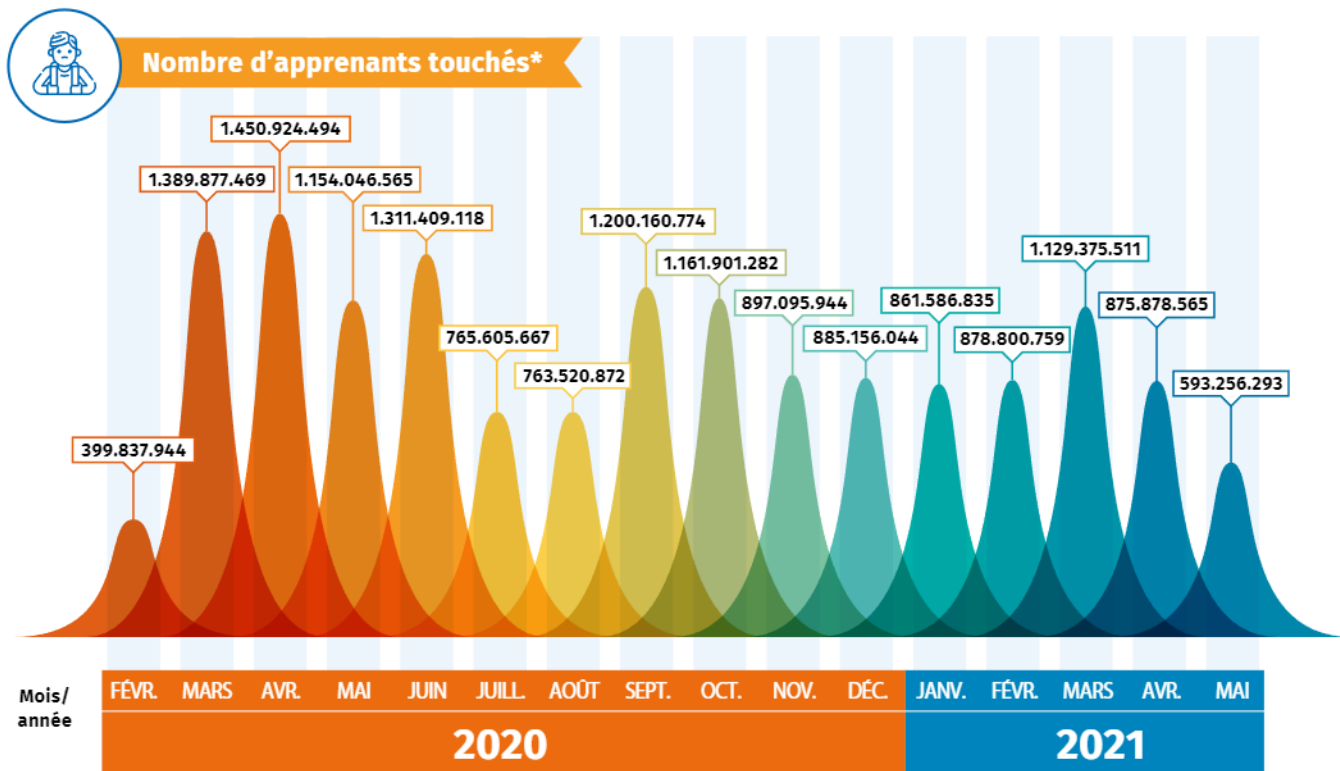
199
MILLIONS
d'enfants en âge de fréquenter le
collège et le lycée (premier et
second cycles) n'étaient pas
scolarisés en 2019

58
MILLIONS
d'enfants en âge de
fréquenter l'école primaire
n'étaient pas scolarisés en
2019



ÉDUCATION : DE LA DÉSORGANISATION À LA REPRISE

INCIDENCES DU COVID-19 SUR L'ÉDUCATION : SUIVI DES FERMETURES D'ÉCOLES



*Chiffre le plus élevé pour chaque mois, pour les niveaux du préprimaire au secondaire.

ÉGALITÉ DES SEXES : ÉTAT DES LIEUX

ÉDUCATION :

La plupart des régions en développement ont **atteint la parité entre les sexes** dans l'enseignement primaire.

Mais, dans de nombreux pays, les **disparités entre les sexes** se creusent dans l'enseignement secondaire et supérieur.



PRIMAIRE

SECONDARIE

SUPÉRIEUR



70 JEUNES FEMMES

achèvent le second cycle de l'enseignement secondaire dans les pays à faible revenu, contre

100 JEUNES HOMMES

Source : estimations du Rapport GEM tirées de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, 2019.

\$ ↑
20%
DE REVENUS
 supplémentaires

Pour une fille adulte, une seule année d'école supplémentaire peut se traduire par une augmentation des revenus pouvant aller jusqu'à 20 %.

GROSSESSES CHEZ LES ADOLESCENTES

10 % de filles de moins de 17 ans n'auraient pas de grossesses précoces en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud si elles bénéficiaient toutes d'une éducation primaire.

\$

Certains pays perdent plus **D'UN MILLIARD DE DOLLARS PAR AN** en ne scolarisant pas les filles au même niveau que les garçons.

LES FILLES DOIVENT RETOURNER À L'ÉCOLE

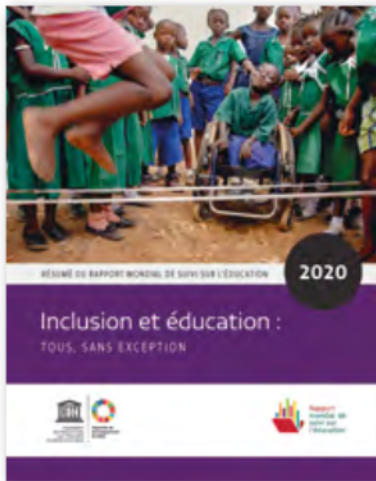
Source : UNESCO

Plus de **11 MILLIONS DE FILLES** risquent de ne pas retourner à l'école

Jusqu'à **130 MILLIONS DE FILLES** n'étaient pas scolarisées avant la crise du Covid-19

NE LAISSONS PAS LE COVID-19 MENACER L'AVENIR DES FILLES

Dernières parutions



Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020

Inclusion et éducation : tous, sans exception

ISBN 978-92-3-200221-1
476 pages, 215 x 280 mm, broché, 55 €
Éditions UNESCO

L'édition 2020 examine les mécanismes sociaux, économiques et culturels qui discriminent les enfants, les jeunes et les adultes défavorisés, les tenant à l'écart de l'éducation ou les marginalisant en son sein. Encouragés par leur engagement à réaliser le droit à l'éducation inclusive, les pays élargissent leur vision de l'inclusion afin de placer la diversité au cœur de leurs systèmes. Pourtant, la mise en œuvre de lois et de politiques bien intentionnées échoue souvent.

Publié alors que la crise de Covid-19 exacerbait les inégalités existantes, le rapport affirme que la résistance à la prise en compte des besoins de chaque apprenant constitue une menace réelle pour la réalisation des objectifs mondiaux d'éducation.



L'Éducation en prison

Revue de littérature francophone

ISBN 978-92-820-2145-3
110 pages, 148 x 210 mm, PDF
Éditions UNESCO
Publication available on
<https://unesdoc.unesco.org>

Cette publication procède à un bref historique de l'éducation en prison avant d'examiner les principaux textes législatifs s'y rapportant et d'aborder les droits des détenus.

Elle se concentre sur certaines des caractéristiques et défis uniques concernant l'offre d'éducation en prison, notamment : l'émergence d'un programme d'études informel ; les cours de langue en prison ; l'accès à l'enseignement supérieur ; la disponibilité de bibliothèques ; la culture numérique ; l'engagement civique et la (ré)intégration sociale ; et les programmes d'éducation en prison.

Cette revue de littérature constitue un précieux outil d'information pour les gouvernements, les décideurs politiques, les organisations concernées et autres parties prenantes.



Pour une inclusion dans l'éducation dès la petite enfance

De l'engagement à l'action

ISBN 978-92-3-200235-8
58 pages, 170 x 240 mm, PDF
Éditions UNESCO
Publication available on
<https://unesdoc.unesco.org>

Aujourd'hui, trop de jeunes enfants sont encore privés d'une éducation inclusive dès la petite enfance.

Les services à la petite enfance visent à accueillir tous les enfants, dans un souci d'égalité, mais si les plus vulnérables d'entre eux sont exclus et ne sont pas prioritaires, cet objectif risque d'être compromis. De nombreux enfants n'ont pas accès à l'éducation, en raison de leur handicap, de leur origine ethnique, de leur condition socio-économique, de leur situation géographique, de leur langue maternelle, de leur statut de réfugié ou de déplacé, ou d'un contexte de crise humanitaire. La pandémie de Covid-19 a exacerbé cette situation.

Cette publication présente des données qualitatives et quantitatives et des réflexions orientées vers l'action, appelant à un engagement mondial renouvelé en faveur de l'inclusion dès la petite enfance. Ses arguments se fondent sur la consultation d'experts, de praticiens et d'universitaires de divers pays, et sur des activités de recherche documentaire récentes.

Plusieurs voix, un seul monde

Le Courrier de l'UNESCO est publié dans les six langues officielles de l'Organisation, ainsi qu'en catalan, coréen, espéranto et portugais.



Recevez chaque trimestre un exemplaire papier du dernier numéro

1 an (4 numéros) : 27 €
2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun but lucratif, ce prix couvre uniquement les coûts d'impression.

Abonnez-vous à la version numérique



100%
GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>



unesco

REPENSER

Un nouveau contrat

NOS FUTURS

social pour

ENSEMBLE

l'éducation
